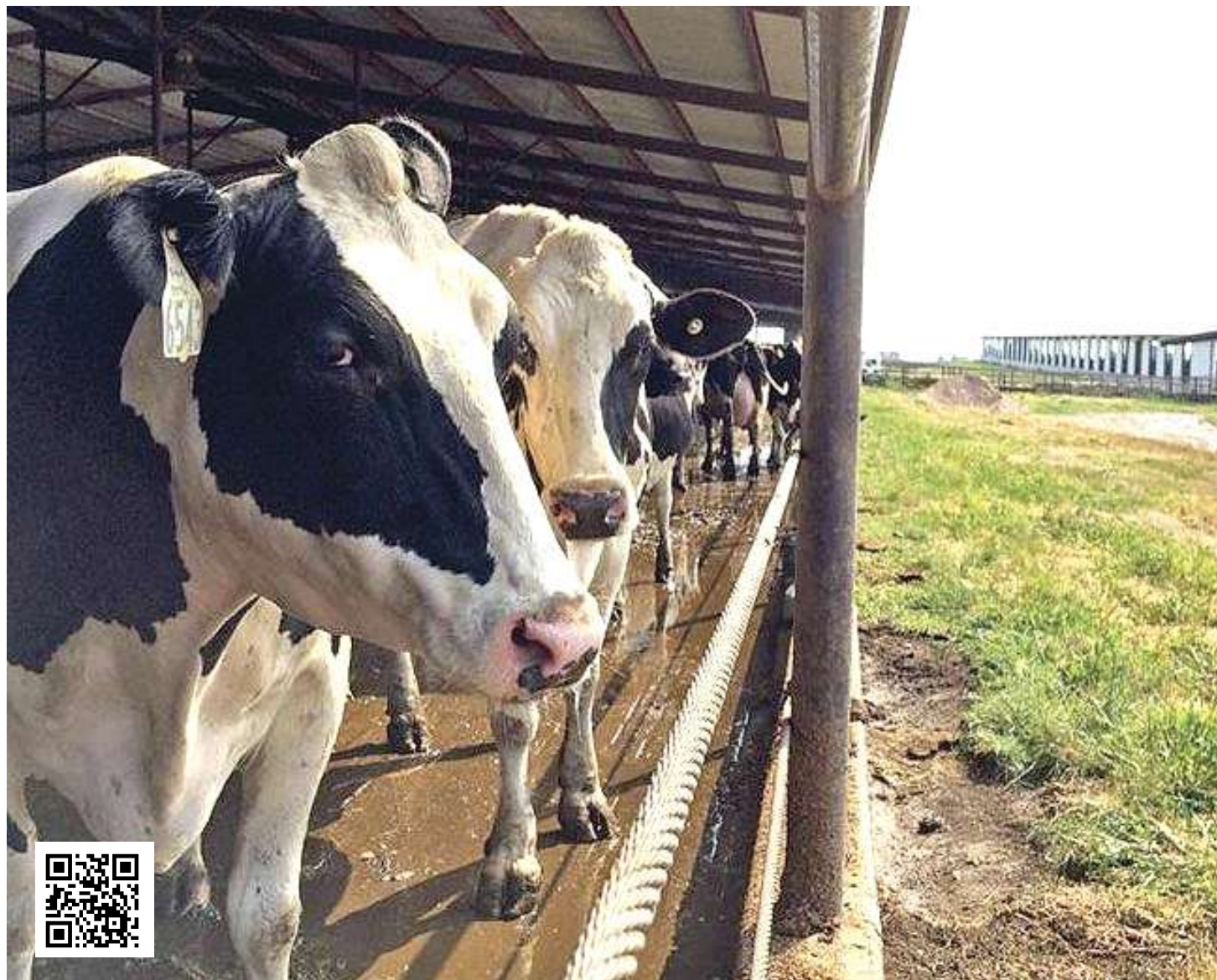


UN ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ ENTRE LE MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE ET L'USDA

L'Algérie va importer des vaches laitières américaines

En Algérie, la consommation de lait et de produits dérivés est la plus élevée d'Afrique. Dans cette optique, le pays souhaite réduire sa dépendance aux importations et encourage les investissements dans l'industrie locale. L'industrie laitière vise ainsi à augmenter sa capacité de production de près de 1 300 tonnes d'ici la fin du premier trimestre 2025, grâce à trois projets industriels en cours. Dans le cadre de cette vision, et dans le cadre du projet intégré entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la société qatarie Baladna, un partenariat algéro-américain permettra à l'Algérie d'importer des vaches laitières en provenance des États-Unis. P 3



MODERNISATION DES
SERVICES PUBLICS,
NUMÉRISATION, SÉCURITÉ
HYDRIQUE

**Des dossiers importants
sur la table du
gouvernement**



Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen des progrès réalisés dans l'amélioration et la modernisation des services et des infrastructures publiques.

P 2

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

**La Banque Mondiale
salue les efforts de
l'Algérie**

Les réformes entreprises par l'Algérie au cours des dernières années illustrent une volonté claire de dynamiser son économie et de renforcer sa résilience face aux défis régionaux et internationaux. Grâce à des initiatives ambitieuses, telles que la création d'un Conseil supérieur de l'investissement et d'une Agence nationale de promotion des investissements, le pays s'affirme comme un modèle de transformation économique au sein de la région MENA. Ces efforts, salués par la Banque mondiale, témoignent d'une stratégie visant à diversifier l'économie, attirer les investissements étrangers et soutenir une croissance durable et inclusive.

P 3

LE MINISTRE DES FINANCES
L'A SOULIGNÉ :

**« Le PLF 2025
intervient pour
instaurer l'équité
fiscale »**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, hier à Alger, que le projet de loi de finances (PLF) 2025 vise à instaurer le principe d'équité fiscale, précisant que chaque citoyen devra participer au financement du budget de l'État.

P 3

PHÉNOMÈNES
MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

**Un défi croissant
pour l'Algérie** P 2

PÉTROLE

**L'Opep prévoit une
croissance de la demande
en 2024-2025** P 4

COSOB

**Feu vert pour l'émission
d'un emprunt obligataire
par Maghreb Leasing
Algérie** P 2

COSOB

Feu vert pour
l'émission d'un
emprunt
obligataire par
Maghreb
Leasing Algérie

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) a donné son visa à la société Maghreb Leasing Algérie (MLA) pour l'émission d'un emprunt obligataire institutionnel, a indiqué l'institution dans communiqué. Il s'agit de l'émission d'un emprunt obligataire destiné aux investisseurs institutionnels d'une valeur de 2 milliards de dinars, a précisé la même source. Cet emprunt obligataire, d'une maturité de 5 ans avec un taux d'intérêt annuel de 5,4%, servira au financement de l'activité de crédit-bail de la société, a ajouté la Cosob. Cette opération porte sur 200.000 titres d'une valeur nominale de 10.000 DA/titre, a fait savoir la Commission en rappelant que cette émission est la quatrième du genre pour la société MLA. La société Maghreb Leasing Algérie est un établissement financier spécialisé dans l'activité de crédit-bail, agréée en Algérie depuis 2006, a-t-on encore mentionné dans le communiqué.

CHU D'ORAN

Acquisition d'un
appareil laser
pour les
chirurgies
complexes

Le service de urologie et de transplantation rénale du Centre hospitalier Universitaire "Dr Benzerdjab" d'Oran s'est doté d'un appareil laser de haute technologie pour réaliser les chirurgies difficiles et complexes sur les malades de la prostate et de la vessie, a-t-on appris mercredi de ce service. Il s'agit d'un équipement de laser Holmium à haute puissance (100 watts) qui utilise la lumière holmium pour cibler les tissus et est souvent utilisé pour détruire les calculs rénaux, ainsi que pour les chirurgies complexes de la prostate, a indiqué la même source, soulignant que l'appareil est très puissant et permet d'effectuer plusieurs opérations, notamment de lithiase rénale, de néphrostomie percutanée pour soulager le blocage des voies urinaires. Deux opérations non pratiquées jusqu'à présent dans cet établissement. Cet équipement permettra également de réaliser des opérations complexes de la prostate (Dolèpe), précisément l'énucléation de la prostate, qui s'avère une nouvelle technique nécessitant la formation du personnel médical et paramédical, nonobstant la prise en charge de diverses maladies de la vessie.

MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS, NUMÉRISATION, SÉCURITÉ HYDRIQUE

Des dossiers importants
sur la table du gouvernement

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen des progrès réalisés dans l'amélioration et la modernisation des services et des infrastructures publiques.

Par S R.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a écouté des présentations concernant les mesures prises par les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales, de la Poste et des Télécommunications, de la Santé et des Transports, en vue de répondre aux attentes et préoccupations quotidiennes des citoyens, notamment par l'amélioration de la qualité des services publics, en particulier à travers la lutte contre la bureaucratie et la mise en œuvre de la transformation numérique. Le gouvernement a également pris connaissance, ajoute la même source,

d'une présentation sur l'avancement de la réalisation des cinq grandes stations de dessalement de l'eau de mer situées dans les wilayas de Tipaza, Boumerdès, Oran, Béjaïa et El Tarf. Il a également été question du projet de transfert des eaux souterraines du champ de captage de Kotrani à Beni Ouenif, destiné à fournir de l'eau potable aux habitants des villes de Bechar, El Abadla et Kenadsa.

Le gouvernement a étudié également un projet de décret présidentiel définissant les conditions et modalités de réalisation et de maintenance des œuvres d'art dans les espaces publics. Ce projet vise à garantir le respect des valeurs historiques, culturelles et sociales de la nation algérienne, ainsi que des normes techniques et esthétiques dans la réalisation des œuvres d'art, des monuments commémoratifs et des fresques murales.

Dans le cadre de la préparation continue des textes d'application de la loi n° 24-04 du 26 février 2024, relative aux règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, le gouvernement a examiné un projet de décret exécutif relatif aux plans d'intervention en matière de risques de catastrophes, visant à organiser et coordonner les secours et interventions en cas de catastrophe ou de danger particulier affectant les équipements et installations industrielles.

PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Un défi croissant pour l'Algérie

Par Mourad A.

L'Algérie se trouve de plus en plus exposée aux phénomènes météorologiques extrêmes, une réalité mise en lumière par Said Chelmouni, chargé de mission à l'Office national de la météorologie (ONM). Selon lui, les quantités de pluie qui tombent sur le pays, bien que relativement concentrées sur de courtes périodes, sont désormais équivalentes aux précipitations annuelles, avec des intensités de plus en plus élevées, perturbant ainsi l'écosystème global. Une tendance inquiétante se dessine particulièrement dans le Grand-Sud algérien, où une tropicalisation progressive semble s'opérer. Les pluies diluviennes, telles que celles qui ont frappé la région de Béchar en septembre dernier, en sont une illustration frappante. En quelques heures seulement, cette région a enregistré des quantités de pluie correspondant à une année entière de précipitations. « Ces événements extrêmes, bien que bénéfiques pour certains secteurs comme l'agriculture, soulèvent des défis considérables, notamment en matière de gestion de l'eau et d'infrastructures hydrauliques. Les barrages sont remplis, mais les cycles agricoles nécessitent un temps spécifique

pour tirer pleinement parti de ces ressources », a précisé SaidChelmouni. La mission de prévoir et de quantifier ces phénomènes devient de plus en plus complexe. L'invité de la « Chaîne III » de la Radio nationale a expliqué : « Malgré l'instauration en 2017 de cartes de vigilance et de systèmes d'alerte avancée pour mieux anticiper les conditions climatiques, la quantification précise des orages violents demeure un défi, en particulier lors des périodes de transition comme l'été ou l'automne. » Le système de prévisions à court terme, qui permet de détecter ces phénomènes une à deux heures avant leur arrivée, représente un progrès considérable, offrant un précieux délai pour alerter aussi bien les autorités que les citoyens, a ajouté l'intervenant.

Interrogé sur la rigueur de l'hiver à venir, Chelmouni a précisé que les prévisions saisonnières sont établies à partir de modèles climatiques basés sur des statistiques et des scénarios historiques. « Pour la saison 2024-2025, les prévisions annoncent un léger déficit de pluviométrie dans certaines régions du Nord de l'Algérie durant les mois de novembre, décembre et janvier, avec des probabilités estimées entre 50 % et 70 %. Une tendance similaire est attendue pour le Grand-Sud, où des déficits de

pluie sont également envisagés. », a-t-il déclaré. « Par ailleurs, les températures devraient rester saisonnières, avec une légère hausse par rapport aux moyennes climatiques habituelles. », a-t-il ajouté. L'intervenant a également souligné que l'Algérie fait face à une fréquence accrue de phénomènes météorologiques extrêmes.

Le pays, situé dans une zone géographique vulnérable, subit de plus en plus l'impact de conditions climatiques extrêmes. « L'influence de la Méditerranée, connue pour sa cyclogenèse, ainsi que celle du climat tropical du Sud, contribuent à ces phénomènes, avec une élévation de la température moyenne de 1°C, correspondant à une augmentation d'environ 7 % de l'humidité dans l'atmosphère », a-t-il expliqué. Face à ces enjeux, Chelmouni a annoncé qu'un projet de mise en place d'un système d'alerte précoce contre les inondations a été lancé, en collaboration avec diverses institutions telles que l'ONM, l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH) et l'Agence nationale de gestion des risques majeurs (ANRM). Ce système vise à mieux gérer les crises liées aux inondations et autres catastrophes naturelles, et à protéger les populations des conséquences dévastatrices de ces phénomènes.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

La Banque Mondiale salue les efforts de l'Algérie

Les réformes entreprises par l'Algérie au cours des dernières années illustrent une volonté claire de dynamiser son économie et de renforcer sa résilience face aux défis régionaux et internationaux. Grâce à des initiatives ambitieuses, telles que la création d'un Conseil supérieur de l'investissement et d'une Agence nationale de promotion des investissements, le pays s'affirme comme un modèle de transformation économique au sein de la région MENA. Ces efforts, salués par la Banque mondiale, témoignent d'une stratégie visant à diversifier l'économie, attirer les investissements étrangers et soutenir une croissance durable et inclusive.

Par Mourad A.

Depuis 2021, l'Algérie affiche une croissance solide, atteignant un taux de 4,1 % en 2023, bien qu'une légère baisse soit prévue pour 2024. Ce dynamisme s'accompagne d'une réduction significative de l'inflation, passée de 9 % à environ 4 %, un progrès notable salué par la Banque mondiale, car l'inflation affecte principalement les classes les plus modestes. Lors de sa récente visite en Algérie, Dr. Nader Abdel Latif Mohammed, directeur régional pour la croissance, la justice et le financement de la Banque mondiale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), a mis en avant l'importance des réformes entreprises par l'Algérie. Il a souligné leur rôle dans l'attraction des investissements étrangers et le renforcement du secteur privé, tout en insistant sur la nécessité de diversifier l'économie au-delà des hydrocarbures. Dans une entrevue accordée à la télévision algérienne, Dr. Nader a partagé son ana-

lyse des dynamiques économiques de l'Algérie et de la région MENA, évoquant des échanges fructueux avec des responsables de haut niveau, comme le ministre des Finances et le président du Conseil national économique et social. Ces rencontres témoignent de la solidité de la collaboration entre la Banque mondiale et les institutions algériennes, illustrée par des partenariats actifs avec des organismes tels que l'Office national des statistiques (ONS), facilitant ainsi une meilleure transparence et la disponibilité des données économiques. La Banque mondiale publie un rapport semestriel sur la situation économique dans la région MENA, couvrant les pays arabes et l'Iran, mais excluant certains États comme le Soudan et la Mauritanie. Le dernier rapport met en lumière les défis de croissance exacerbés par les conflits. Pour 2024, la Banque prévoit une croissance modeste pour l'ensemble de la région, avec une hausse potentielle jusqu'à 3,5 % en 2025. Cette dynamique est principalement soutenue par les pays du Golfe et les exportateurs de pétrole, tandis que les importateurs d'énergie subissent un ralentissement. Un défi commun aux pays

de la région reste le chômage, particulièrement élevé parmi les jeunes, une situation que la Banque mondiale encourage l'Algérie à atténuer en développant davantage son secteur privé pour répondre aux besoins d'emploi croissants. Cependant, Dr. Nader met également en garde contre le « piège des revenus intermédiaires » qui freine la transition des pays de la région vers un statut de nations à revenu élevé. Cette situation résulte de la faible diversification économique et de la dominance du secteur public, limitant ainsi la croissance à long terme. La faible participation des femmes au marché du travail constitue un autre obstacle pour la région ; son augmentation est perçue comme cruciale pour renforcer la croissance économique. Enfin, les prévisions pour le prix du pétrole, bien qu'incertaines en raison de nombreux facteurs géopolitiques, demeurent un facteur déterminant pour la stabilité de la croissance régionale. La Banque mondiale espère néanmoins un maintien des prix à un niveau favorable pour soutenir l'essor économique dans la région MENA.

LE MINISTRE DES FINANCES L'A SOULIGNÉ :

«Le PLF 2025 intervient pour instaurer l'équité fiscale»

Par Sirine R

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, hier à Alger, que le projet de loi de finances (PLF) 2025 vise à instaurer le principe d'équité fiscale, précisant que chaque citoyen devra participer au financement du budget de l'État. Lors d'une séance plénière présidée par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, en présence du ministre des Finances et de membres du gouvernement, consacrée au vote du PLF 2025, le ministre a répondu aux députés concernant le rejet de plusieurs amendements proposés. Il a souligné que la fiscalité ordinaire s'est avérée insuffisante, même pour couvrir les salaires des citoyens, ce qui est inadmissible pour un pays comme l'Algérie, la troisième puissance économique en Afrique. En effet, l'élargissement de l'assiette fiscale est devenu plus que nécessaire pour augmenter significativement les recettes fiscales ordinaires, qui ne représentent actuellement que 30 % du budget de l'État. Le ministre a également reconnu l'existence de l'évasion fiscale, tout en précisant que ce PLF 2025 ne devrait pas être perçu comme un fardeau pour les citoyens, annonçant que de nouvelles mesures seraient introduites dans les

prochains textes. Défendant le contenu du texte, il a insisté sur le fait que ce document, « appuyé même par le président de la République », a été minutieusement examiné, article par article. De son côté, le président de l'APN, Brahim Boughali, a exprimé son soutien à l'idée de renforcer la fiscalité ordinaire, tout en appelant le ministre à associer davantage les députés, qui ne manquent pas de compétences, à l'élaboration des projets de loi de finances avant leur soumission au Parlement. Il est à noter que, lors de cette réunion, le rapport complémentaire de la Commission des finances et du budget de l'APN a rejeté les propositions d'amendement portant sur l'importation de voitures d'occasion par des particuliers. Le député représentant la communauté algérienne à l'étranger, Abdelouahab Yakoubi, a expliqué sur sa page Facebook : « Comme prévu, les amendements permettant aux membres de la communauté d'importer des voitures de moins de trois ans ont été rejetés, tout comme ceux visant à lever les restrictions sur leur vente avant trois ans. L'amendement permettant l'importation de véhicules de moins de cinq ans au lieu de trois a également été refusé. » Le PLF 2025 a été élaboré sur la base d'un prix de référence fiscal du baril de pétrole brut à 60 dollars pour la période 2025-2027, avec un prix de marché es-

timé à 70 dollars sur la même période. Le texte prévoit une croissance économique de 4,5 % pour 2025 et 2026, ainsi qu'une croissance hors hydrocarbures de 5 % en 2025. Les exportations de biens atteindraient 50,9 milliards de dollars (mds USD), tandis que les importations de biens seraient de 46,07 mds USD, soit un excédent de la balance commerciale de 4,83 mds USD et un excédent de la balance des paiements de 1,17 mds USD. Les réserves de change devraient atteindre 72,95 mds USD, représentant l'équivalent de 16 mois d'importations de biens et services. Le PLF 2025 prévoit des recettes budgétaires en hausse de 3,5 %, s'élevant à 8 523,06 milliards de DA, avec une fiscalité pétrolière de 3 453,96 milliards de DA. Les dépenses budgétaires devraient augmenter de 9,9 %, pour atteindre 16 794,61 milliards de DA, soit un déficit budgétaire de 8 271,55 milliards de DA. Le texte prévoit également des mesures pour promouvoir l'investissement et soutenir l'économie et la production nationales, ainsi que d'autres initiatives visant à soutenir le pouvoir d'achat et améliorer les conditions de vie des citoyens. En outre, le PLF consacre l'élargissement de l'assiette fiscale et introduit plusieurs incitations et mesures de simplification au profit des diverses activités économiques, sans inclure de nouveaux impôts.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

Un nouveau souffle pour l'économie algérienne

Par M. A.

Les mesures contenues dans le projet de Loi de Finances pour l'année 2025 joueront un rôle déterminant dans l'accélération de l'économie nationale et dans la levée des obstacles qui entravent le développement de divers secteurs ministériels. Comme l'a souligné Houari Tigharsi, expert en économie, ce projet de loi, enrichi de 91 amendements sur les 111 propositions examinées par la Commission des finances et du budget, et doté d'un budget global de 126 milliards de dollars, représente un tournant stratégique pour l'Algérie. Invité sur la « Chaîne 1 » de la radio nationale, Houari Tigharsi a précisé que ce projet de loi introduit des mesures destinées à dynamiser l'initiative économique privée, encourager l'implantation d'activités économiques et favoriser les investissements dans le pays. Ces actions s'inscrivent dans une approche globale visant à concilier croissance économique et objectifs sociaux.

L'une des mesures phares du projet concerne la réduction de 10 % sur le prix de l'immobilier pour les bénéficiaires de logements sociaux, sous condition de paiement d'une première tranche de 38 %. Par ailleurs, une nouvelle répartition des recettes fiscales sur l'habitat a été instaurée, avec un partage équitable de 50 % entre les municipalités et les wilayas, afin de soutenir le développement local et de résoudre les problèmes fonciers qui entravent l'expansion des projets d'infrastructure.

Tigharsi a également insisté sur l'importance de mettre en œuvre une feuille de route claire pour le développement de l'industrie de transformation, ainsi que pour l'exploitation optimale des terres agricoles. À ce sujet, il a souligné que le gouvernement devrait concentrer ses efforts sur la levée des obstacles fonciers et sur l'activation des investissements publics pour garantir un taux de croissance plus élevé. Les prévisions pour 2025 tablent sur une croissance de 4,4 % dans le secteur agricole, tandis que le secteur des hydrocarbures devrait enregistrer une croissance modeste de 2,4 %. Le projet de loi prévoit également des mesures pour renforcer la position de la monnaie nationale et diversifier les sources d'investissement, notamment grâce à l'introduction des sukuk (obligations souveraines), qui permettront aux investisseurs d'acheter des actions tout en bénéficiant d'exonérations fiscales pendant cinq ans. Enfin, Tigharsi a souligné l'importance de développer une vision stratégique pour la création de richesse et le soutien à la création d'entreprises. Selon lui, la masse salariale, qui représente 5800 milliards de dinars du budget national, pourrait devenir un fardeau pour les finances publiques si des mesures structurelles ne sont pas rapidement mises en place.

CONSEIL DE LA NATION

Examen du texte de loi de finances 2025 jeudi et vendredi en plénière

Le Conseil de la nation reprendra ses travaux, jeudi et vendredi, en séances plénières consacrées à la présentation et au débat du texte de loi de finances 2025, a indiqué mercredi un communiqué du Conseil. La séance de jeudi matin sera marquée par la présentation du texte de loi portant loi de finances 2025, par le ministre des Finances, et du rapport préliminaire de la Commission des affaires économiques et financières du Conseil, suivie des interventions des membres du Conseil de la nation. Le débat général se poursuivra l'après-midi, selon la même source. Les débats sur le texte de loi de finances 2025 se poursuivront vendredi, conclut le communiqué.

MONNAIE

Le dollar poursuit son ascension

Le dollar a encore pris de la hauteur face à la quasi-totalité des devises majeures mardi, accompagnant la remontée des taux obligataires, dopés par la perspective d'une présidence Trump inflationniste et protectionniste. Vers 20H50 GMT, le billet vert s'octroyait 0,34% face à la monnaie unique européenne, à 1,0619 dollar pour un euro. Plus tôt, il était monté jusqu'à 1,0595 dollar, une première depuis un an. "L'élection (américaine) a libéré des forces qui ne se sont pas encore épuisées", a commenté Marc Chandler, de Bannockburn Global Forex. "La prudence incite à ne pas prédire de sommet à court terme."

CLIMAT

Une étude préconise de rerouter les vols pour réduire les traînées de condensation

Les traînées de condensation, ces lignes blanches créées par les avions dans le ciel, ont un impact sur le réchauffement climatique comparable à celui des émissions de CO2, qui pourrait être réduit en modifiant les trajectoires de certains vols, selon une étude publiée mercredi. "En modifiant légèrement les trajectoires de vols d'une petite partie de la flotte mondiale, l'impact climatique des traînées de condensation pourrait être réduit de moitié avant 2040", d'après cette nouvelle étude réalisée par l'ONG Transport & Environment (T&E). "Cette mesure coûterait au maximum 4 euros par passager pour un vol transatlantique", selon la même source. Le rapport propose des "stratégies d'évitement" afin d'empêcher la création des traînées de condensation "qui sont persistantes, qui durent pendant plusieurs heures" et qui "ont un effet réchauffant, plutôt la nuit, quand elles empêchent les rayonnements terrestres de s'échapper vers l'espace", a expliqué Jérôme du Boucher, responsable aviation chez T&E France, cité par l'AFP.

PÉTROLE

L'Opep prévoit une croissance de la demande en 2024-2025

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prévoit toujours une croissance de la demande d'or noir en 2024 et 2025. Le monde consommera 104,03 millions de barils par jour (mb/jour) en 2024, après 102,21 en 2023, selon le dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publié mardi. Pour 2025, l'organisation prévoit une consommation mondiale de 105,57 millions de barils par jour. Dans sa précédente estimation d'octobre, l'Opep prévoyait une consommation mondiale de

104,14 mb/jour et de 105,78 mb/jour l'année prochaine. Les prévisions pour 2024 sont ainsi légèrement revues à la baisse de 107.000 barils par jour par rapport à l'évaluation du mois précédent, pour atteindre un « niveau satisfaisant » de croissance de 1,8 million de barils par jour par rapport à 2023. « Cet ajustement mineur est principalement dû à la mise à jour des données pour les 1er, 2e trimestre et 3e trimestre 2024 », a indiqué l'Opep. En 2024, la consommation sera soutenue « par une forte demande de carburants pour le

transport et une croissance économique saine et continue. De même, l'augmentation des capacités de raffinage et des marges pétrochimiques – principalement en Chine et au Moyen-Orient – devrait contribuer à la croissance de la demande de pétrole », indique l'Opep. Pour 2025, la croissance de la demande mondiale d'or noir est également revue légèrement à la baisse de 103.000 barils par jour par rapport à la dernière évaluation, pour atteindre 1,5 mb/j, une hausse soutenue par l'aérien, la mobilité routière, l'industrie ou la construction.

Le Brent progresse à 72,63 dollars

Les cours du pétrole grimpent légèrement mercredi, en raison de signes d'insuffisance de l'offre à court terme, mais sont restés proches de leur niveau le plus bas depuis deux semaines. Vers 11h30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, prend 0,75% à 72,63 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, gagne 0,79%, à 68,86 dollars. Selon les analystes, les prix du pétrole brut ont légèrement augmenté alors que les tensions sur le marché physique ont com-

pensé le sentiment baissier sur la demande. Les acheteurs sur le marché physique ont été particulièrement actifs, toutes les cargaisons disponibles étant rapidement écoulées, soulignent-ils. Mais la baisse des projections de la demande et la faiblesse du principal consommateur qu'est la Chine ont continué à peser sur le sentiment du marché. Dans son rapport mensuel de mardi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a déclaré que la demande mondiale de pétrole augmenterait de 1,82 million de barils par jour (bpj) en 2024, en baisse par

rapport à la croissance de 1,93 million de bpj prévue le mois dernier, principalement en raison de la faiblesse de la demande chinoise, le plus grand importateur de pétrole au monde. L'AIE, qui a un point de vue beaucoup plus bas, devrait publier ses prévisions actualisées jeudi. Concernant les stocks américains, les rapports hebdomadaires ont été retardés d'un jour en raison du congé de la Journée des anciens combattants. Les données du groupe industriel de l'American Petroleum Institute sont attendues mercredi à 22h30.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Nouvelles offres d'internet à partir de ce jeudi

Algérie Télécom a annoncé, mardi à Alger, le lancement de nouvelles offres d'internet, à partir de jeudi 14 novembre, au débit «ultra-rapide de 1,2 Gbps». A ce propos, le chef du département commerce, marketing et innovation de l'entreprise, Amir Ben Iddir, a fait savoir que le débit Internet «atteindra 1,2 Gbps tout en maintenant le tarif de l'ancienne offre de 1 Gbps à 4.200 DA/mois». «Il y a une modification dans les offres en termes de débit tout en conservant les mêmes tarifs, avec la possibilité de bénéficier des offres suivantes: 240

Mbps à 2.800 DA/mois, 120 Mbps à 2.600 DA/mois, 60 Mbps à 2.400 DA/mois, et 30 Mbps à 2.200 DA/mois», a-t-il expliqué. M. Ben Iddir a également souligné que la migration vers ce débit sera «auto-

matique et systématique pour les clients concernés par ce service», rappelant que ces offres s'inscrivent dans le cadre du «développement du réseau de fibre optique en Algérie».

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 13 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Novembre 2024

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة	
		DA / Kg			دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	المنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	112	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	168	189	147	الطماطم	
	Oignon sec	51	59	44	البصل الجاف	
	Ail sec	426	485	367	الثوم الجاف	
	Carotte	78	87	68	الجزر	
	Navet	91	102	79	لفت	
	Poivron	128	145	111	الفلفل الاخضر	
	Piment	143	163	123	الفلفل الحار	
	Courgette	123	139	107	الكوسة	
	Haricot vert	166	185	148	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	110	123	96	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	349	453	246	التفاح المحلي	
	Datte	492	621	364	التمر	
	Raisin	238	281	194	العنب	
	Grenade	142	173	111	الرمان	
Produits d'origine animale	Banane	411	426	396	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1771	1897	1644	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	436	448	424	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

ALVIAR

Réception de nouvelles cargaisons de viande

L'Algérienne des Viandes Rouges (Alviar) a annoncé la réception de nouvelles cargaisons de viande fraîche d'agneau en provenance de Roumanie, ainsi que de viande fraîche de bœuf en provenance d'Italie et d'Espagne. La société invite toutes les personnes intéressées, ainsi que les grossistes et détaillants en viande, à se rapprocher de ses services de commercialisation situé au siège de la direction générale à Birtouta, ou dans les abattoirs relevant de la société dans les villes de Annaba, Hassi Bahbah, Bouktoub et Aïn M'lila.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	0,00	-0,83	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,02	-0,53	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 279,00	2240,00	-1,71	-1,45	-2,04	11,78	5,58	4350	9 744 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,80	-5,38	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-14,75	2,03	-	0	0,00

UN ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ ENTRE LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET L'USDA

L'Algérie va importer des vaches laitières américaines

En Algérie, la consommation de lait et de produits dérivés est la plus élevée d'Afrique. Dans cette optique, le pays souhaite réduire sa dépendance aux importations et encourage les investissements dans l'industrie locale. L'industrie laitière vise ainsi à augmenter sa capacité de production de près de 1 300 tonnes d'ici la fin du premier trimestre 2025, grâce à trois projets industriels en cours. Dans le cadre de cette vision, et dans le cadre du projet intégré entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la société qatarie Baladna, un partenariat algéro-américain permettra à l'Algérie d'importer des vaches laitières en provenance des États-Unis.

Par Réda Hadi

Selon l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, le ministère algérien de l'Agriculture et du Développement rural et le Département d'État américain à l'agriculture (USDA) ont signé un accord pour permettre l'importation de vaches laitières américaines en Algérie. Dans un post sur son compte « X », la diplomate s'est réjoui, en écrivant que « nous sommes fiers d'être un partenaire fiable et un fournisseur clé d'intrants agricoles de qualité pour l'Algérie. Nous avons hâte de goûter aux produits laitiers savoureux et nutritifs issus de ce partenariat agricole bilatéral ». Et d'ajouter : « Plus de vaches produisent plus de lait, de yaourt et de fromage ».

Il faut savoir que l'Algérie, ne veut pas se contenter que de produire du lait, mais tient aussi à maîtriser tout le process en amont et en aval, à commencer par la production de lait et de viande, de l'érection d'une usine de fabrication de lait en poudre et, aussi l'ambition de faire pousser le fourrage et les céréales nécessaires à l'alimentation des bêtes. Avec cette importation de vaches, c'est la reproduction elle-même qui s'en trouve renforcée, par l'ensemencement des génisses

avec des taureaux sélectionnés pour. Notons que la coopération algéro-américaine, en la matière, a, déjà, donné ses premiers fruits. Lors d'une visite, mai dernier, au complexe agricole du groupe Boussouf de Mila, la diplomate avait affirmé, en désignant un jeune veau, qu'il s'agissait « des premiers résultats de la coopération entre les deux pays ».

Celle-ci concerne notamment la fourniture du marché algérien en semence de taureaux de race sélectionnés aux États-Unis.

« La décision a été prise de vendre les premiers produits génétiques. Je suis très impressionnée de ce partenariat algéro-américain en matière de production de lait » a-t-elle souligné, en exprimant « l'espoir de son extension en Algérie ainsi que dans l'élevage avicole ». La première rencontre algéro-américaine visant la mise en place d'un partenariat dans le domaine de la génétique bovine a eu lieu en septembre 2023 à Alger.

Lors de cette rencontre, l'ambassadrice avait déclaré que « les Etats-Unis sont fiers de partager leur recherche et leur savoir-faire dans le domaine de la génétique avec l'Algérie pour faire progresser les processus utilisés dans les industries laitières d'élevage ». Et d'exprimé sa fierté que l'Algérie soit le premier pays à accueillir un tel événement

organisé pour la première fois à l'étranger par l'industrie américaine de la génétique. La première rencontre entre spécialistes des deux pays remonte à septembre 2023 et avait permis de poser les bases de ce partenariat en génétique bovine.

Organisée par l'ambassade des États-Unis en Algérie, cette rencontre a rassemblé des spécialistes de l'élevage, des vétérinaires, des généticiens, ainsi que des experts en insémination artificielle et transfert d'embryons des deux pays.

Avec le Centre national d'insémination artificielle et d'amélioration génétique (Cniaag) d'Alger, l'Algérie dispose d'une base solide dans ce domaine.

Souhaitant favoriser les échanges bilatéraux, l'ambassadrice des États-Unis en Algérie a souligné le savoir-faire américain en déclarant que « l'industrie génétique américaine est pionnière dans le partage de son savoir-faire dans le monde entier ». Elle a également mis en avant la renommée de la sélection génétique américaine, rappelant que « la génétique bovine a été exportée pour la première fois des États-Unis dans les années 1960. Aujourd'hui, la génétique bovine américaine est exportée vers plus de 116 pays, contribuant de manière significative à nourrir notre population mondiale croissante ».

DÉCÈS DU MOUDJAHID MOHAMED MAZOUNI

Le président de la République présente ses condoléances à la famille du défunt

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, mercredi, ses sincères condoléances à la famille du moudjahid, officier de l'Armée de libération nationale (ALN), et an-

cien membre du Gouvernement, Mohamed Mazouni. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appris avec une profonde affliction le décès du moudjahid, officier de l'Armée de libération nationale et

ancien membre du Gouvernement, Mohamed Mazouni", lit-on dans le message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, le président de la République présente ses sincères condoléances à la famille du dé-

funt et à la famille révolutionnaire, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches", ajoute le message.

ANP

Saisie de plus de neuf quintaux de kif traité aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de neuf (9) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) et des services de sécurité durant la période du 6 au 12 novembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 06 au 12 novembre 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont arrêté 17 élé-

ments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations à travers le territoire national", note le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 32 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 9 quintaux et 81 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 11,76 kilogrammes de cocaïne et 116824 comprimés psychotropes ont été saisis", note la même source. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet, des détachements de l'ANP "ont arrêté 120 individus et saisi 42 véhicules, 203 groupes électro-

gènes, 185 marteaux-piqueurs, 7 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même "20 autres individus ont été arrêtés et 9 fusils de chasse, 2 pistolets automatiques, 33230 litres de carburants, 58 quintaux de tabac, ainsi que 63 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". D'autre part, les Gardes-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 413 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 314 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

L'Afrique 3e exportateur mondial avec 961 200 tonnes

L'Afrique a été la 3e région exportatrice de café durant l'année 2023-2024, après l'Amérique du Sud et la région Asie-Océanie, a indiqué l'Organisation internationale du café (OIC).

Dans son dernier rapport, l'OIC considère que les pays africains producteurs de café ont expédié 961.200 tonnes de ce produit sur le marché international au cours de l'année 2023-2024 (achevée en octobre dernier), soit une hausse de 17,3% par rapport aux 819.600 tonnes expédiés depuis le continent l'année précédente, précise la même source, qui expliquent cette croissance par un rebond de la production locale.

D'après les estimations préliminaires de l'OIC, la récolte de café en Afrique a progressé de 12,1 % équivalent 1,2 million de tonnes, atteignant son plus haut niveau en 5 ans.

L'organisation internationale indique, dans son rapport, que l'Ethiopie a été le principal moteur de la croissance des exportations de café sur le continent durant cette période.

Ce pays a enregistré un rebond de 63,5 % de ses exportations de café qui ont atteint 335 400 tonnes courant 2024-2023 au cours de la période considérée, représentant ainsi 35% des expéditions africaines.

L'Afrique a représenté, globalement 11,66% des expéditions mondiales de café, qui se sont chiffrées à près de 8,23 millions de tonnes au cours de l'année caféière 2023-2024.

D'après l'Organisation internationale, l'Amérique du Sud et la région Asie-Océanie demeurent les principales sources d'approvisionnement mondial en café, avec des contributions respectives de 3,96 millions de tonnes et 2,43 millions de tonnes.

R E.

PRÉSIDENTCE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune reçoit le ministre d'Etat, ministre des Industries minières et de la Géologie de la République du Congo

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi à Alger, le ministre d'Etat, ministre des Industries minières et de la Géologie de la République du Congo, M. Pierre Oba. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab.

PARC NATIONAL DU
DJURDJURA (BOUIRA)

Projet réalisation d'un potager à Tikjda

Le Parc national du Djurdjura (PND) prévoit de réaliser bientôt un potager au niveau de la station climatique de Tikjda, a-t-on appris auprès des responsables du Parc.

« Ce projet consiste en la réalisation d'un potager à travers la plantation d'une série de variétés locales de légumineuses afin de préparer par la suite des plats traditionnels », a expliqué à l'APS le directeur du PND, Ahmed Dahmouche.

C'est un projet qui vise à « inciter les gens à consommer bio et à une alimentation saine ainsi qu'à protéger l'environnement », a précisé M. Dahmouche, ajoutant que toutes les étapes de ce projet seront filmées en même temps que les sites du Parc.

Le directeur a expliqué en outre que ce projet, prévu dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Ambassade de l'Autriche en Algérie, a pour objectif aussi de « faire connaître le PND à travers un film qui sera réalisé en 2025 dans le cadre d'une convention de partenariat » avec ce pays européen. Le projet en question a été présenté hier dimanche au stand de l'UE au SILA 2024 d'Alger en présence de l'ambassadrice d'Autriche, Mme Christine Moser, ainsi que des représentants de l'Université de Tizi Ouzou, a rappelé M. Dahmouche. Lors de cette rencontre, l'ambassadrice d'Autriche a souligné l'importance de ce projet au développement durable et à la sensibilisation à l'écologie dans un lieu idyllique qu'est le Parc National de Djurdjura. Des professeurs et des étudiants des Universités de Tizi Ouzou et de Bouira participeront à ce projet dont les travaux de préparation du sol ont déjà été achevés.

SALON DE LA PRODUCTION NATIONALE À ANNABA

Un tremplin pour le «made in Algeria»

Le wali d'Annaba, Abdelkader Djelaoui, a inauguré, mardi 12 novembre, le Salon de la production nationale. Cet événement annuel se déroule jusqu'à aujourd'hui, jeudi 14 novembre, au hall d'accueil du Palais de la culture « Mohamed Boudiaf ».

Organisé avec le concours de plusieurs opérateurs économiques d'Annaba, ce salon s'inscrit dans le programme de rayonnement économique porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie Seybouse (CCIS) Annaba, conformément au programme d'action adopté par les membres de cette institution. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le wali, accompagné du président de l'Assemblée Populaire de la Wilaya (APW), du directeur régional du Commerce, du DCPE, du président par intérim et du secrétaire général de la CCIS, et d'autres cadres pertinents. Cet événement met en lumière près d'une cinquantaine d'entreprises locales issues de divers secteurs : agroalimentaire, télécommunications, électroménager, produits d'hygiène, fournitures scolaires, cosmétiques, textile, artisanat et tourisme de proximité, entre autres. Les participants exposent une palette riche et diversifiée de produits du terroir, principalement du miel, du thon, de la semoule, des boissons gazeuses, des biscuits, des fruits et légumes, des équipements et produits liés au bâtiment et aux travaux publics (marbre, granit, pierres naturelles), des produits cosmétiques à base de substances naturelles et des produits d'hygiène, entre autres.

À l'occasion de l'ouverture du salon, des

dégustations ont été organisées pour les nombreux visiteurs présents. Cet espace d'échanges, sans intermédiaire, permet aux consommateurs et aux entreprises participantes d'envisager des partenariats et des échanges d'expérience. Dans le cadre de la politique de promotion de la production nationale, cet événement ne met en avant que des produits 100 % « made in Algeria ». L'objectif est de favoriser la diversification de la production nationale, tout en améliorant la connaissance du potentiel existant pour les consommateurs et les investisseurs, en mettant l'accent sur le potentiel de la wilaya d'Annaba, notamment les jeunes et nouvelles entreprises en devenir. En marge des services de restauration, le salon a également proposé diverses activités socioculturelles, des tombolas, des concours et des quiz aux visiteurs. Lors de l'inauguration, le wali d'Annaba a qualifié cette exposition « d'opportunités permettant aux entreprises algériennes de promouvoir et protéger les produits locaux ». De son côté, le directeur régional de la Direction du Commerce et de la Promotion des Exportations (DCPE) a souligné qu'un riche programme économique, comprenant diverses activités et rencontres entre acteurs économiques, a été élaboré dans le cadre de cet événement.

Cette exposition sera également une occasion pour les participants de développer leurs réseaux et de promouvoir leurs produits, orientés vers l'innovation et l'exportation. Cet événement vise à créer une dynamique économique dans la région d'Annaba à travers la promotion des produits agricoles, alimentaires et industriels, à aider à la valorisation et à l'amélioration de la qualité des produits locaux, à faire la lumière sur les nouveautés de différents secteurs, à permettre des échanges avec les acteurs économiques et à organiser des rencontres professionnelles. Le salon offre ainsi l'occasion aux exposants de commercialiser leurs produits et de se faire connaître. Hier mercredi, un forum d'étude s'est tenu sur le système d'Analyse des risques et maîtrise des points critiques (HACCP, de l'anglais « Hazard Analysis Critical Control Point »). Cette rencontre s'adresse aux startups, aux administrateurs, aux étudiants, aux chercheurs académiques et aux professionnels du domaine de l'emballage et de la transformation. Des experts aborderont différentes thématiques, notamment la notion du système HACCP, le cadre juridique et les défis de son application. Le forum sera ponctué par la signature d'une convention entre l'Université Badji Mokhtar d'Annaba (UBMA) et la DCPE.

DJANET

Remise d'aides aux populations des régions enclavées et frontalières

Des lots d'aides ont été remis dimanche aux populations des régions enclavées et frontalières de la wilaya de Djanet, dans le cadre d'une caravane médicale et de solidarité en direction de la région, supervisée par la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Ibtissem Hamlaoui.

Retenue dans le cadre de la campagne nationale annuelle du CRA placée sous le slogan: « Pour un hiver chaud », en faveur des régions reculées, cette caravane, qui a été lancée à partir du siège de la wilaya de Djanet, en présence des autorités locales, achemine 400 colis de denrées alimen-

taires de large consommation, un lot de 800 effets vestimentaires, des articles de literie (matelas et couvertures) et une centaine de tentes. Elle compte également un staff médical composé de 10 praticiens spécialistes, qui devra assurer des consultations et des soins médicaux à plus d'un millier de

personnes des zones d'Issendilène, Dider, Ighighen et Tabket, sur les vastes territoires des communes de Bordj El-Haouès et Djanet, afin de leur épargner les longs déplacements vers les structures de santé éloignées.

SKIKDA

Lancement incessamment des travaux de réalisation d'un complexe multiservices

Le projet d'un complexe multiservices est sur le point d'être lancé au cœur de la cité de l'Espérance, dans la ville de Skikda. Selon l'étude technique réalisée par un bureau local agréé, ce projet d'envergure s'étendra sur un terrain de 2.532 mètres carrés, dont une surface bâtie de 1.533 mètres carrés. S'inspirant des caractéristiques techniques d'Aspetar au Qatar, le futur complexe comprendra une salle de sport multiservices dotée des derniers équipements innovants. Cet espace,

conçu pour accueillir aussi bien les femmes que les hommes, se distinguera par des façades soignées. La structure se répartira sur deux niveaux souterrains, un rez-de-chaussée et deux étages supérieurs. Au deuxième sous-sol, les visiteurs trouveront un parking en plus d'un local technique. Le premier sous-sol abritera quant à lui un centre de rééducation aquatique, une piscine, un sauna, une salle d'hydromassage, une salle de douche et un vestiaire. Au rez-de-chaussée, on dé-

couvrira un vaste hall d'accueil, le bloc administratif, un restaurant et une salle multiservices. À l'étage, les sportifs pourront profiter d'une salle de fitness, d'une salle de sport de table, d'une salle de rééducation musculaire et d'un cabinet de kinésithérapie. Le deuxième étage sera dédié à un terrain multisports avec vestiaires. À l'extérieur, le complexe disposera d'aires de jeux et de divertissement, ainsi que d'un parking. Ce projet constitue une véritable opportunité pour les sportifs de la wi-

laya de Skikda, qui pourront bénéficier gratuitement de ces installations de qualité. Comme l'a souligné le chef de projet, le choix du terrain, accordé par la commission de la promotion immobilière entre 2019 et 2022, a nécessité de surmonter la convoitise d'autres promoteurs avant de pouvoir lancer les travaux. Désormais, les sportifs de la région auront accès à ce pôle de prise en charge, contribuant ainsi à promouvoir l'activité physique et le bien-être de la population locale.

Que s'est-il passé à Kazan lors du 16^e sommet des BRICS ?

Le 16^{ème} sommet des BRICS qui s'est achevé le jeudi 24 octobre à Kazan a été l'occasion de prises de décisions tant économiques que politiques importantes. Ce 16^{ème} sommet des BRICS a donc confirmé l'importance prise, et cela depuis plusieurs années, par cette organisation qui arrive désormais dans une phase de maturité. Sa capacité à fonder des institutions capables de concurrencer celles établies par les puissances occidentales et plus généralement les défis qu'elles lancent à la gouvernance économique (mais aussi politique) occidentale se doivent d'être remarqués[1].

3^e partie

Par Jacques Sapir (*)

On remarque qu'au sein de ces 13 pays, 5 sont proches ou relativement proches de la Russie, tandis que les autres étaient jusqu'à présents soit associés aux intérêts des États-Unis soit tente d'affirmer leurs intérêts de manière indépendante. Le cas de la Turquie, un pays qui est formellement membre de l'OTAN et qui était jusqu'à ces dernières années considéré comme un allié des États-Unis, est naturellement d'un grand intérêt. Il est clair que ce pays joue désormais sa propre carte dans le jeu international. Sa décision de se rapprocher des BRICS semble motivée à la fois par une volonté d'équilibre politique mais aussi par une volonté d'équilibre économique, la Turquie anticipant une stagnation ou une baisse des ses échanges avec l'Union européenne et cherchant à s'ouvrir de nouveaux marchés dans les « Sud global ». La création de cette catégorie de « pays partenaires » a néanmoins abouti à étendre et à renforcer, en la formalisant, l'influence des BRICS notamment, mais pas exclusivement, en Asie. La présence de pays tels que l'Indonésie ou la Malaisie, ou encore à un autre niveau la Thaïlande et le Vietnam, dans cette catégorie de « partenaires » implique que les BRICS, déjà dominants dans l'Asie du fait de la présence dans l'organisation de la Chine et de l'Inde, pourrait devenir hégémonique dans cette zone. Cependant, la présence du Nigéria et de l'Ouganda, venant après la présence de la République d'Afrique du Sud au sein des BRICS et l'adhésion en 2024 de l'Éthiopie et de l'Égypte, montre que cette organisation a désormais les moyens pour devenir dominante sur le continent africain. Le sommet de Kazan a formalisé une réalité qui était en constitution depuis 2019-2020 : l'existence d'un bloc ou d'une zone BRICS. Cette zone, ou ce bloc, est naturellement au départ essen-



tiellement commercial et économique. Mais, les décisions directement politiques prises lors du sommet de Kazan comme le soutien à la création d'un État palestinien, l'appel à Israël à respecter l'intégrité des troupes de la FINUL au Sud Liban, décisions dont le poids est réaffirmé par la présence du Secrétaire Général des Nations-Unies, indiquent qu'il pourrait dans les prochaines années se constituer en bloc, ou zone, politique.

2. La dimension monétaire du sommet de Kazan : le système BRICS Clear
La seconde décision essentielle (et attendue) prise lors du 16^{ème} sommet des BRICS est la création, sous le nom de BRICS Clear, d'un système de règlement et de compensation du commerce tant en direction du commerce intra-BRICS que dans le cadre du commerce entre BRICS et pays « partenaires ». Cette décision est essentiellement portée par la Russie et par la Chine qui entendent, pour des raisons un peu différentes (effets des sanctions pour la Russie, crainte d'une déstabilisation de l'économie interne et des flux commerciaux pour la Chine) se passer du Dollar, mais aussi de l'Euro dans leurs transactions inter-

nationales. Mais, dire que cette décision a été portée par la Chine et la Russie ne veut pas dire qu'elle soit indifférente pour les autres pays fondateurs des BRICS. Des pays comme l'Inde et le Brésil sont parfaitement conscients des risques que fait courir à leur stratégie de développement une instrumentalisation du Dollar, mais aussi des institutions financières. L'un des points visés par BRICS Clear est de créer une alternative au système SWIFT[11]. Ce système de paiement fut créé en 1977. Il s'agit d'un système automatisé d'échange d'informations qui permet aux banques et aux autres institutions financières privées de transférer des paiements de manière rapide, sûre et standardisée. SWIFT s'est avec les ans affirmé comme le principal fournisseur de transactions transfrontalières. Il est utilisé par plus de 11 000 institutions financières. Il s'agit de toutes sortes d'organisations financières qui ont besoin de transférer de l'argent à l'intérieur d'un pays : banques, maisons de courtage et de négociation, négociants en valeurs mobilières, sociétés de gestion d'actifs, maisons de dépôt, services de transfert de fonds et entreprises non financières. Collectivement, ces institutions reçoivent en moyenne 44,8 millions de messages par jour sur le réseau. La majorité d'entre eux sont destinés aux titres (51 %) et aux paiements (44 %). Les transactions de trésorerie, commerciales et de système sont d'autres types de flux monétaires internationaux traités par SWIFT. Tous les membres paient des frais d'adhésion uniques ainsi que des frais d'assistance annuels qui varient selon la catégorie de membre. SWIFT facture également aux utilisateurs chaque message en fonction du type et de la longueur du message. Ces frais dépendent du volume des transactions. SWIFT est supervisé par les banques centrales du G-10 : Belgique, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni et États-Unis. Ce système, et l'usage du Dollar qui en découle, est aujourd'hui considéré comme néfaste, tant du fait des pressions ou instrumentalisation politiques (et économiques) qu'il permet que du fait qu'il soit devenu daté et dysfonctionnel. Le BRICS Clear utilisera la technologie de la blockchain et des monnaies numériques ou crypto-monnaies[12]. Bien que les blockchains soient une technologie éprouvée pour effectuer des transactions en toute sécurité (ce système est notamment adopté par la Banque Centrale de Russie et de Chine), les crypto-monnaies qui s'exécutent sur elles (par exemple le bitcoin) ne sont en grande partie pas réglementées et peuvent être relativement volatiles. Il est donc peu probable qu'elles soient retenues. En revanche, les stablecoins, qui sont des monnaies numériques dont la valeur est liée à une « devise » x connaissent ainsi une moindre volatilité. Les blockchains et les cryptomonnaies peuvent également être utilisées pour traiter efficacement les paiements en monnaie locale : les payeurs en monnaie locale voient les sommes être transférées en une cryptomonnaie (généralement un stablecoin) qui est transférée à travers la blockchain avant d'être convertie et payée dans la monnaie locale préférée du bénéficiaire. (A suivre)

Notes

(*) Directeur d'études à l'EHESS ; Enseignant à l'EGE-Paris et Directeur du CEMI-CR451 - Source : Les Crises

[1] Voir Sapir J., La Fin de l'Ordre Occidental ?, Paris, Ed. Perspectives Libres, Octobre 2024.
[2] Vercueil J., Les pays émergents. Brésil-Russie- Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis, éditions Bréal, Paris, 2010.
[3] Cochran et Zaidan E. (2024), "Shifting global dynamics: an empirical analysis of BRICS+ expansion and its economic, trade, and military implications in the context of the G7" in Cogent Social Science, vol 10, n° 1, <https://www.tandfonline.com/doi/citedby/10.1080/23311886.2024.2333422?scroll=top&needAccess=true>
[4] O' Neill, J. (2001), Building better global economic BRICs. Global Economics Paper Series (No. 66), <https://www.goldmansachs.com/insights/archive/building-better.html>
[5] "BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov" <https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/>
[6] Hancock, T., & Cohen, M. (2023). How BRICS became a club that others want to join. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-11-03/how-brics-became-real-and-invited-saudis-iran-egypt-uae-ethiopia-argentina>

[7] Kuznets S., « Modern Economic Growth: Findings and Reflections" in The American Economic Review, Vol. 63, n°3 (juin 1973), pp. 247-258.
Dornbush R. Purchasing Power Parity, Cambridge, (Mass.), NBER, Working Paper n°1591, 1985. Schreyer P. et Koehlin F., Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations, Paris, OCDE, Cahiers Statistiques, mars 2002, n° 3.
[8] "BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov" <https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/>
[9] <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2021/mcs2021-platinum.pdf>
[10] Medetski A et Durisin M., « Russia's dominance on the wheat world keep growing", September 23rd, 2020, Bloomberg, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-22/russia-s-dominance-of-the-wheat-world-keeps-growing#xj4y7vzkg>
[11] Ou Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications
[12] <https://www.bvnk.com/blog/swift-alternatives>
[13] Faudot, A., "The European Payments Union (1950-58): the Post-War Episode of Keynes' Clearing Union" in Review of Political Economy, Vol.32, 2020, (3), 371-389.

<https://doi.org/10.1080/09538259.2020.1776959>
[14] Garcia, A., & Bond, P. (2019). Amplifying the contradictions: The centrifugal BRICS. Social Register, 55, 223-246.
[15] Chakraborty, S. (2018), "Significance of BRICS: Regions powers, global governance, and the roadmap for multipolar world" in Emerging Economy Studies, 4(2), pp. 182-191.
[16] Fairfield T., (2015), "Structural Power in Comparative Political Economy: Perspectives from Policy Formulation in Latin America" in Business and Politics, Vol17, n°3, pp. 411-419. Culppeper, P. D., (2015), "Structural power and political science in the post-crisis era" in Business and politics, Vol. 17, No. 3, pp. 391-409. Hayward C., (2018), "On Structural Power", in Journal of Political Power 11(1):1-12. Godefroid, M. E., Borghoff, V., Plattfaut, R., & Niehaves, B. (2024), "Structural power imbalances in global organisations: analysing IT governance from a postcolonial perspective" In European Journal of Information Systems, 1-22, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0960085X.2024.2325358>
[17] Stuenkel O. (2016), Post Western World: How Emerging Powers are Remaking Global Order, Cambridge, Polity Press.
[18] Voir Sapir J., La Fin de l'Ordre Occidental ?, op.cit..

EGYPTE

Légère hausse de l'inflation en octobre (26.3%)

L'indice général des prix à la consommation s'est élevé à 240 points au mois d'octobre 2024 contre 236,5 points en septembre.

Le taux d'inflation en glissement annuel s'est élevé en octobre 2024 à 26.3 %, en légère hausse par rapport à septembre (26%) et août (25,6) a affirmé dimanche 10 novembre l'Agence Centrale de la Mobilisation Publique et des Statistiques (CAPMAS).

L'indice général des prix à la consommation s'est élevé à 240 points au mois d'octobre 2024 contre 236,5 points en septembre.

Cette légère hausse de l'inflation est due à l'augmentation des prix des produits alimentaires notamment la viande et le poulet ainsi que les prix des carburants et de certains services comme les transports et les télécommunications.

Le gouvernement a augmenté en octobre les prix des carburants de 9.2 %.

Les prix de l'alimentation et des boissons ont augmenté de 26.9% en glissement annuel et les céréales et le pain ont augmenté de 36.7%.

Contenir l'inflation est l'un des principaux objectifs de l'Egypte dans le cadre de son programme de prêt de 8 milliards de dollars conclu avec le Fonds monétaire international (FMI).

En septembre dernier le premier ministre, Mostafa Madbouly, avait déclaré que l'inflation sera inférieure à 10 % fin 2025.

De même, la banque centrale d'Egypte (BCE) prévoit une baisse du taux d'inflation au premier trimestre de 2025. La BCE avait fixé l'objectif de l'inflation à sept pour cent (± 2 pour cent).

A noter que le taux d'inflation annuel avait enregistré 38.5 % en octobre l'année passée.

ARABIE SAOUDITE

Une portée mondiale grâce à des infrastructures stratégiques et des événements majeurs

La capitale de l'Arabie saoudite se transforme rapidement en un centre urbain mondial grâce à d'ambitieux projets d'infrastructure et une stratégie de diversification économique.

S'exprimant lors de la conférence Cityscape Global 2024, le maire de Riyad, le prince Faisal ben Abdelaziz ben Ayyaf, a mis l'accent sur le développement significatif de la ville, notant que ses infrastructures rivalisent désormais avec celles des villes les plus avancées du monde. «Riyad s'appuie sur des fondations très solides avec des infrastructures qui rivalisent avec celles des villes du monde entier», a déclaré le prince Faisal, soulignant le rôle central de la ville dans les efforts de diversification économique de l'Arabie saoudite.

Le maire a souligné l'impact substantiel des dépenses publiques sur la ville, notamment en matière de création d'emplois. Il a révélé que le coût de la création d'emplois à Riyad est inférieur d'environ 30% à celui d'autres régions du Royaume.

Les grands projets, a-t-il ajouté, continuent d'être les principaux moteurs de la croissance urbaine de Riyad. Cette transformation est

particulièrement évidente dans le développement en cours du métro de Riyad, qui devrait être pleinement opérationnel dans le courant de l'année. Ce système de transport, d'une valeur de 22,5 milliards de dollars (1 dollar = 0,94 euro), reliera les zones critiques de la ville, améliorant ainsi la mobilité grâce à un vaste réseau de métro.

Le prince Faisal a également souligné la capacité croissante de Riyad à accueillir et à gérer des événements de grande envergure, qui sont essentiels pour renforcer l'identité mondiale de la ville.

«Je pense que l'accueil de millions de visiteurs a un impact sur chaque habitant de Riyad et la façon dont la ville les gère est fascinante», a-t-il déclaré.

Dans le cadre de ses ambitions mondiales, Riyad se prépare à accueillir des événements internationaux majeurs tels que l'Expo 2030, ainsi que de nombreux tournois spor-

tifs. Ces événements contribuent non seulement à la croissance économique de la ville, mais aussi au développement d'un sentiment d'appartenance à la communauté parmi ses habitants.

Pour ce qui est de l'avenir, le prince Faisal a partagé une vision audacieuse du rôle de Riyad en tant que ville mondiale d'ici à 2030. Il envisage une expérience transparente pour les visiteurs, qu'il s'agisse de voyager avec Riyadh Air, d'emprunter le métro pour se rendre au nouveau projet Murabba, d'assister à des événements à Qiddiya ou de se détendre dans les vastes espaces verts du parc du roi Salmane.

La conférence Cityscape Global 2024, qui s'est tenue du 11 au 14 novembre à Riyad, a mis en évidence la volonté de la ville de devenir un centre d'affaires international, avec plus de 400 exposants et plus de 500 intervenants qui ont présenté l'avenir de la vie urbaine.

TUNISIE – RÉFORME DU CODE DES CHANGES

La ministre des Finances dévoile les grandes lignes du projet

Lors de la séance plénière du mardi 12 novembre 2024, la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemssia, a dévoilé des éléments clés du projet de réforme du Code des changes. Selon la ministre, ce projet vise à moderniser la législation tunisienne en matière de gestion des transactions financières internationales et à soutenir l'intégration de l'économie nationale dans son environnement global. Nemssia a expliqué que le nouveau Code des changes sera conçu pour répondre aux exigences des secteurs économiques en pleine muta-

tion, notamment ceux liés à l'économie de la connaissance et aux activités à forte valeur ajoutée.

Un des objectifs majeurs est de permettre aux jeunes entrepreneurs, en particulier ceux travaillant dans les services libres (freelance), d'ouvrir des comptes en devises et de disposer de la liberté d'utiliser ces fonds pour couvrir leurs dépenses à l'étranger.

La ministre a également abordé les efforts visant à réviser le Code des assurances, en vue de renforcer la solidité financière des entreprises du secteur, d'améliorer leur gouver-

nance et d'intégrer des pratiques de gestion des risques plus rigoureuses.

Un autre axe essentiel de la réforme concerne la numérisation des échanges financiers internationaux. Selon la ministre, un programme de transformation numérique est en cours, avec la mise en place de la plateforme « Taj », lancée au début du dernier trimestre de 2024. Cette plateforme électronique permet la gestion des certificats de retenue à la source.

La première phase de ce projet a vu le lancement de sites web pour les

fournisseurs, disponibles depuis le 21 octobre 2024. La deuxième phase, qui concerne les prestataires de services de consommation sur place, démarrera dès que les fournisseurs seront prêts à entamer le processus de commercialisation. Les réformes proposées visent, selon la ministre, à dynamiser l'investissement en Tunisie, à favoriser la compétitivité des entreprises et à garantir une meilleure régulation des flux financiers internationaux.

MAURITANIE

Ouverture d'un atelier de renforcement des capacités dans le domaine de la recherche scientifique

Un atelier de renforcement des capacités dans le domaine de la recherche scientifique en Mauritanie, organisé par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en coopération avec la fédération des conseils arabes de la recherche scientifique, s'est ouvert, lundi, à Nouakchott. L'atelier vise à renforcer les capacités des chercheurs mauritaniens dans la rédaction des projets de recherche, les techniques d'édition scientifique et l'indexation des revues, la mobilisation des fonds de recherche et les bonnes pratiques liées à la gestion éditoriale des revues scientifiques, notamment dans les domaines des sciences humaines et sociales, le partage des expériences réussies dans le domaine de l'édition scientifique internationale.

Les participants à la conférence ont également eu l'occasion d'échanger des informations sur les activités de l'Union

dans le domaine des sciences humaines et sociales et de familiariser les chercheurs mauritaniens avec les opportunités et les services offerts par l'Union au profit des chercheurs arabes. Des dizaines de responsables de recherche de différentes institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique ainsi que des représentants d'associations, de revues scientifiques et d'organismes concernés par la recherche scientifique participent à cet atelier. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Yacoub Ould Moine, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a souligné l'importance de cet atelier en tant qu'occasion d'échange d'expériences entre les chercheurs nationaux et internationaux sur les derniers développements de la recherche scientifique et les moyens de la développer au service des différents domaines de développement aux niveaux

national et arabe. Il a indiqué que l'organisation de cet atelier s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris par le département de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour promouvoir la recherche scientifique en tant que pilier indispensable du développement durable dans tous les pays du monde, ce qui a incité le Ministère à prendre des mesures importantes pour réformer le système de la recherche scientifique. Ces mesures ont concerné, jusqu'à présent, la gouvernance, les structures de mise en œuvre des politiques, la relation avec l'environnement économique et social et le capital humain, reflétant l'importance accordée par Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, au développement du capital humain et s'inscrivant dans le cadre de son programme « Mon ambition pour la nation », dont la mise en œuvre est poursuivie par le gouverne-

ment du Premier ministre M. Mokhtar OuldDiay, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. « Cette activité intervient au moment où le secteur met en œuvre une réforme globale du système national d'enseignement supérieur qui comprend, entre autres, l'amélioration du processus d'orientation et d'attribution des bourses à l'intérieur et à l'extérieur du pays, la poursuite de l'augmentation de la capacité d'absorption des établissements et la promotion de la décentralisation par le lancement de projets de création de nouveaux établissements à l'intérieur du pays dans de nouvelles filières et disciplines nécessaires au tissu économique et social du pays et conformément au projet de l'école républicaine qui entre dans sa troisième année », a noté le ministre.

SÉNÉGAL

L'UE veut suspendre son accord de pêche avec Dakar

Au Sénégal, la pêche fournit la quasi-totalité de l'approvisionnement en produits halieutiques. Les captures illégales au large des côtes sénégalaises aggravent la pression sur les stocks de poissons et compliquent la coopération avec des partenaires stratégiques.

L'Union européenne (UE) ne souhaite pas renouveler le protocole de pêche de 5 ans signé en 2019 avec le Sénégal et qui devrait expirer le 17 novembre prochain. C'est ce qu'a révélé Jean-Marc Pisani, ambassadeur de l'UE dans le pays d'Afrique de l'Ouest, le mardi 12 novembre 2024. Pour expliquer cette décision, le responsable met en avant la politique de « tolérance zéro » appliquée par le bloc économique vis-à-vis des pratiques de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) tout en soulignant l'insuffisance des efforts fournis par le Sénégal pour lutter contre ce phénomène. En effet, le pays de la Teranga avait déjà reçu le 27 mai dernier un avertissement de la Commission européenne (CE) qui déclarait alors que des exportations illégales du Sénégal vers le marché de l'UE ont été détectées. En dépit de la suspension annoncée de l'accord de pêche, l'UE s'engage à soutenir le gouvernement sénégalais dans ses efforts pour renforcer son système de contrôle et de traçabilité des produits de la pêche. Selon les informations relayées par l'Agence de presse sénégalaise (APS), un dialogue formel entre les deux parties est en cours sur la question de la pêche INN avec pour objectif de résoudre les problèmes identifiés. « Dans l'attente d'une évolution favorable, l'accord de pêche entre l'UE et le Sénégal ne sera pas renouvelé. Les navires européens



devront donc quitter les eaux du Sénégal à l'expiration du protocole, le 17 novembre », souligne l'UE dans un communiqué publié également le 12 novembre sur son site. Un manque de financement pour le Sénégal dans le secteur de la pêche Il convient de noter que l'accord de pêche avec l'UE sur la période 2019-2024 a apporté au budget de l'État sénégalais une contribution de 8,5 millions d'euros (9 millions \$) dont plus de la moitié était destiné à soutenir le développement du secteur de la pêche. Selon l'UE, cette enveloppe a permis en par-

tie de financer des projets de développement de la pêche au Sénégal, dont la construction des quais de pêche de Ndangan-Sambou, dans la région de Fatick, et de Hann, à Dakar, mais aussi de réaliser des projets dans le cadre de la surveillance et la recherche scientifique nécessaires pour la préservation des stocks de poissons. Avec la suspension de l'accord de pêche, le Sénégal ne bénéficiera plus de ces appuis financiers. Dans le pays, les captures de produits halieutiques provenant de la pêche ont atteint 500 000 tonnes en 2022, d'après les données de la FAO.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

36 milliards \$ pour atteindre 62,5% de taux d'accès à l'électricité

Le gouvernement de la RDC prévoit d'accélérer considérablement le rythme annuel d'électrification, le faisant passer de 1% à 6%. La République démocratique du Congo (RDC) projette de lancer un programme de 36 milliards de dollars pour transformer son secteur énergétique. Présenté par le ministre des Ressources hydrauliques et de l'Electricité, Teddy Lwamba (photo), ce plan baptisé « Compact Énergétique National », a été dévoilé lors du

Conseil des ministres du vendredi 8 novembre, avec un objectif d'augmenter le taux d'accès à l'électricité de 21,5% à 62,5% d'ici 2030. Pour concrétiser cette vision, la RDC mise sur une collaboration entre les secteurs public et privé. Sur les 36 milliards de dollars prévus, 16,5 milliards proviendront des fonds publics tandis que 19,5 milliards seront injectés par des partenaires privés. Le gouvernement prévoit d'accélérer de manière significative le

rythme annuel d'électrification de 1% à 6%, avec pour priorité le développement des infrastructures de production d'électricité et des réseaux de transport associés. « Compact Énergétique National » s'attaque également à la question de la cuisson propre, avec l'ambition de multiplier par six le rythme annuel d'adoption de solutions de cuisson propre, pour un budget dédié de 18,66 millions de dollars. Cette initiative vise à réduire la dépendance

des foyers congolais au bois et au charbon, des combustibles souvent coûteux et néfastes pour l'environnement. Malgré un potentiel hydroélectrique colossal, la RDC reste prisonnière d'un déficit énergétique. Le nouveau plan gouvernemental, centré sur une électrification accrue et des solutions énergétiques durables, pourrait lui permettre de libérer le potentiel énergétique afin de soutenir une croissance durable et inclusive.

AFRIQUE DU SUD

420 millions \$ de l'AFD pour soutenir la transition énergétique

L'Afrique du Sud figure parmi les économies mondiales les plus dépendantes du carbone, avec 80% de sa production d'électricité provenant du charbon. Le programme JETP vise à soutenir la transition énergétique du pays en mettant l'accent sur les aspects sociaux. L'Agence française de développement (AFD) a annoncé, le vendredi 8 novembre, l'octroi d'un prêt de 7,6 milliards de rands (environ 420 millions \$) à l'Afrique du Sud pour soutenir son plan de « Transition énergétique juste », connu sous l'acronyme

JETP (Just Energy Transition Partnership). Ce financement vise à accompagner le pays dans sa transition énergétique tout en favorisant des impacts positifs pour les communautés locales. Ce prêt s'ajoute aux 300 millions d'euros déjà accordés par l'AFD en 2022, portant à 700 millions d'euros la contribution totale de la France dans le cadre de la JETP, soit près des trois quarts du milliard d'euros promis lors de la COP 26 à Glasgow. Le programme, supervisé par la Commission présidentielle sud-africaine pour le cli-

mat (PCC), se concentre sur une transition juste, en veillant à protéger les travailleurs et les communautés dont les revenus dépendent encore de l'industrie charbonnière. L'Afrique du Sud, où près de 80% de la production d'électricité repose sur le charbon, est particulièrement exposée aux conséquences sociales de cette transition. Pour David Masondo, vice-ministre des Finances sud-africain, il est important de mener cette transition de manière équitable, afin que les emplois, la formation professionnelle et les soutiens sociaux

soient au cœur de cette transformation. Outre les financements, l'AFD soutient également les réformes politiques nécessaires à la transition énergétique, ainsi que le renforcement des capacités des institutions sud-africaines, a indiqué la note d'information. Dans le cadre de sa mission de développement durable, l'AFD a déjà investi plus de 4 milliards d'euros dans divers secteurs en Afrique du Sud, incluant l'énergie, l'eau, les infrastructures sociales, la biodiversité, et même les industries créatives et sportives.

NIGERIA

4^e année de hausse consécutive pour la production de sésame en 2024

Le Nigeria est le premier producteur ouest-africain de sésame et le troisième à l'échelle du continent après le Soudan et la Tanzanie. Les perspectives de récolte de l'année 2024 confirment la dynamique de croissance soutenue observée dans la filière depuis quelques années.

Au Nigeria, la production de sésame devrait s'établir à 613 000 tonnes en 2024. C'est ce que révèlent les dernières estimations effectuées par AFEX Commodities Exchange (AFEX), la première bourse privée de matières premières du pays, dans un rapport publié le jeudi 31 octobre dernier.

Le stock annoncé affiche une hausse de 5,7 % par rapport à la récolte de 581 000 tonnes réalisée un an plus tôt. Il signe en outre la 4^{ème} année de hausse consécutive de production pour la filière nigériane depuis le rebond enregistré en 2021.

D'après l'AFEX, la croissance en 2024 est principalement stimulée par l'expansion des surfaces cultivées, avec une augmentation de plus de 4 % des terres consacrées à la culture du sésame du fait de l'amélioration du prix d'achat des graines. « La hausse des prix locaux du sésame, qui ont enregistré une augmentation de 55 % d'une saison à l'autre en raison de la demande internationale croissante, a incité les agriculteurs à allouer davantage de terres à cette culture », indique la bourse privée.

Plus largement, la croissance de la production locale devrait contribuer à améliorer le volume exportable et parallèlement les recettes d'exportations de la filière. D'après le Bureau national des statistiques (NBS), les expéditions nigérianes de sésame ont généré 253,6 milliards de nairas (151,5 millions \$) en 2023.

Le Centre du commerce international (ITC) estime en outre que le pays le plus peuplé d'Afrique dispose d'un potentiel qui pourrait lui permettre d'exporter pour plus de 570 millions \$ de graines de sésame sur le marché international. Au Nigeria, la culture est principalement réalisée dans la région du Centre-Nord, couvrant les États de Benue, Nasarawa, Kogi ou encore le Territoire de la capitale fédérale (FCT).

MARCHÉS EN ASIE

Le bitcoin paré pour un nouveau record

Le bitcoin a de nouveau frôlé les 90.000 dollars, ce mercredi 13 novembre, propulsé par un «effet Trump», tandis que les Bourses asiatiques se replient, minées par la perspectives de politiques protectionnistes américaines accrues à même d'aviver les frictions commerciales.

Le bitcoin frôle 90.000 dollars

Le bitcoin a de nouveau frôlé les 90.000 dollars dans la nuit de mardi à mercredi, toujours mu par la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine, avant de refluer très légèrement en début d'échanges asiatiques. Le bitcoin, première devise numérique par capitalisation a culminé à 89.968,09 dollars vers 19h15 GMT mardi, avant de redescendre à 87.620 dollars mercredi vers 03h30 GMT. Les cryptomonnaies continuent de s'envoler avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, qui promet de déréglementer ce secteur. Le président élu «pourrait commencer à placer des candidats favorables aux cryptomonnaies à des postes clés au sein de son cabinet» et, perspective envisageable lors de son second mandat, «l'adoption du bitcoin comme actif de réserve stratégique par les États-Unis pourrait avoir un effet positif important sur le cours», a indiqué à l'AFP Simon Peters, analyste chez eToro.

Le dollar continue d'étinceler

Sur le marché des changes, le dollar continuait de grimper par rapport à la devise nipponne, s'élevant en début

d'échanges asiatiques à son plus haut niveau en presque quatre mois. Il évoluait vers 03h30 GMT à 154,81 yens pour un dollar. Il remontait légèrement face à la monnaie commune européenne, à 1,0620 dollar pour un euro. «Plusieurs politiques soutenues par Trump, notamment dans le domaine commercial pourraient être inflationnistes et pénaliser la croissance mondiale», soulignent les analystes de la banque japonaise MUFG. Relèvement des droits de douane, baisses d'impôts et dérégulation de l'économie pourraient encore creuser le déficit public américain - gonflant l'endettement et donc les rendements obligataires américains. Or, des taux élevés encouragent à investir en dollars.

La Bourse de Tokyo recule

Vers 04h00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei abandonnait 0,93% à 39.009,36 points, tandis que l'indice élargi se repliait de 0,89% à 2.717,22 points. Les marchés japonais s'inscrivaient dans le sillage de Wall Street, où la Bourse «a repris son souffle» mardi après plusieurs séances d'euphorie, notait le courtier IwaiCosmo Securities.

Par ailleurs, «la nomination par le prési-

dent élu de plusieurs personnalités très hostiles à Pékin avive la crainte d'une intensification des tensions commerciales sino-américaines», ajoute-t-il, ce qui pourrait pénaliser durement l'économie asiatique - la Chine étant le premier partenaire commercial du Japon. Des taxes protectionnistes américaines pourraient par ailleurs ne pas épargner les grands groupes exportateurs nippons. À contre-courant, le champion des semi-conducteurs Tokyo Electron grimpait de presque 3% après avoir relevé ses prévisions de bénéfices annuels.

Morosité sur les places chinoises

Vers 03h00 GMT, l'indice composite de

Shanghai lâchait 0,17% à 3.421,80 points, et celui de Shenzhen perdait 0,96% à 2.095,89 points. À Hong Kong, l'indice Hang Seng reculait de 0,63% à 19.721,58 points. Les marchés chinois restaient sur le quivive, dans l'attente des annonces de résultats en fin de semaine des géants Tencent et Alibaba, et continuaient de digérer la perspective de politiques protectionnistes accrues sous un second mandat de Donald Trump. Dans le même temps, les investisseurs sont restés sur leur faim après l'annonce en fin de semaine dernière par la Chine d'un relèvement du plafond de la dette des collectivités locales pour soutenir son activité économique, jugeant ces mesures de relance insuffisantes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 12 Novembre 2024 Valeur : 14 Novembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	133.4111	133.4261
1	EUR	EURO 	142.1629	142.1922
1	GBP	POUND STERLING 	170.7990	170.8401
100	JPY	JAPANESE YEN 	86.6925	86.7079
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.4333	18.4367
1	CHF	SWISS FRANC 	151.1912	151.2253
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	95.5804	95.5980
1	DKK	DANISH KRONE 	19.0052	19.0090
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.2445	12.2485
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.0355	12.0410
1	AED	UAE DIRHAM 	36.3221	36.3272
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.5157	35.5216
1	KWD	KUWAITI DINAR 	433.8572	434.1884
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.2533	42.6780
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.4594	13.4609
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.4593	27.6005
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3437	3.3541
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.1893	176.1893

CAC 40

Prudence, regards braqués sur l'inflation américaine

La Bourse de Paris devrait prolonger son mouvement de consolidation mercredi, dans un contexte de prudence en attendant la publication des dernières données sur l'inflation américaine. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison novembre - recule de 15 points à 7215 points, laissant entrevoir une poursuite du repli amorcé la veille. Le marché parisien avait continué son mouvement de yo-yo hier en cédant 2,7% à 7226 points, confirmant son actuelle séquence de sous-performance vis-à-vis des places américaines qui enchaînent, elles, les records. Depuis l'élection de Donald Trump, les actions européennes subissent

clairement des arbitrages au profit de leurs équivalentes américaines, avec un écart qui tend même à se creuser depuis le début de la semaine. Pour bien illustrer le phénomène, l'Euro STOXX 50 a chuté de plus de 2,2% dans le sillage du décrochage de 15% du géant de la chimie Bayer victime de résultats décevants. Si l'indice paneuropéen a désormais validé une franche cassure du seuil des 4800 points, le baromètre VSTOXX mesurant sa volatilité reste relativement contenu, en demeurant sous le niveau des 18 points. 'Cela laisse penser que les marchés ne s'inquiètent pas des perspectives de croissance, mais plutôt qu'ils s'adaptent à une nouvelle réalité', estiment les analystes de Danske Bank.

Dans ces conditions, les investisseurs vont reporter leur attention dans les jours qui viennent sur les indicateurs économiques afin de déterminer si le différentiel actuel entre l'Europe et les Etats-Unis se justifie bien dans les faits. Tous les regards vont se tourner, dès cet après-midi, vers la publication, des prix à la consommation aux Etats-Unis pour le mois d'octobre qui devraient réaccélérer pour afficher une hausse de 2,6%, après 2,4% en septembre. L'inflation 'core' sous-jacente, très surveillée, devrait toutefois se maintenir à 3,3% en rythme annuel. Cette statistique pourrait conforter - ou affaiblir - le scénario d'une baisse des taux de 25 points de base en dé-

cembre, une hypothèse qui n'est aujourd'hui plus envisagée que par 62% des traders selon l'outil FedWatch du CME. Si l'inflation est récemment revenue en direction de la cible de 2% établie par la Réserve Fédérale américaine, les politiques de Donald Trump devraient stimuler la croissance et donc l'inflation. Les investisseurs savent qu'une économie solide - accompagnée d'une résurgence de l'inflation - contraindraient la Fed à procéder à moins de baisses des taux que prévu juste avant l'élection présidentielle. A ce titre, la Bourse de New York a fini dans le rouge mardi, les marchés ayant opté pour des prises de bénéfices après les récents records sur

fond d'incertitudes concernant l'évolution des taux. L'indice Dow Jones a perdu 0,9%, le S&P 500 0,3% et le Nasdaq 0,1%. Signe du divorce croissant entre Wall Street et le marché obligataire, les rendements américains remontent fortement en amont des chiffres de l'inflation. Le rendement des emprunts d'Etat à dix ans se retend de plus de 12 points de base autour de 4,43%, son pire niveau depuis le mois de juillet. Depuis le 18 juillet dernier, le '10 ans' a repris 83 points de base, ce qui implique qu'au contraire d'assouplir ses taux, la Fed se dirigeait vers trois, voire quatre, hausses de taux d'intérêt en 2025.

VENEZUELA

Crainte de retour de l’hyperinflation dans le sillage de la crise politique

Les craintes d'un nouveau dérapage inflationniste s'inscrivent dans le sillage de la crise politique en cours depuis la réélection contestée de Nicolas Maduro en juillet dernier.

Après des mois de quasi-parité, l'écart croissant entre taux de change officiel et parallèle du dollar ravive les craintes d'un dérapage de l'inflation au Venezuela, un pays déjà ébranlé par une crise politique née de la réélection contestée fin juillet du président Nicolas Maduro. Actuellement, le différentiel est de l'ordre de 20% : un dollar équivaut à 36,81 bolivars à la Banque centrale du Venezuela (BCV). Mais il équivaut à 44 bolivars sur le marché parallèle, apparu pendant la crise économique qui a éclaté il y a plus de 15 ans et le contrôle des changes mis en place dans la foulée. Dollarisation informelle de l'économie Ce contrôle des changes a cependant été progressivement abandonné à partir de 2018, aboutissant à une dollarisation informelle de l'économie. Si l'écart entre les taux officiel et parallèle continue de se creuser, le bolivar, soutenu à bout de bras par l'Etat, pourrait décrocher et plonger le pays dans l'hyperinflation et une nouvelle crise économique après une timide reprise.

L'écart qui s'est creusé depuis juillet "génère une pression importante sur les prix, tant en bolivars qu'en dollars, et des distorsions dans les moyens de paiement", explique l'économiste Asdrubal Oliveros, directeur du cabinet Ecoanalitica. "Les gens essaient de payer en bolivars pour s'en débarrasser, alors que les entreprises et les sociétés essaient de recevoir le plus (possible) de paiements en dollars pour tenter de se protéger", souligne-t-il. "Cela fait augmenter la demande de devises. Ces distorsions vont se matérialiser à court et à moyen terme par une accélération de l'inflation", prévient l'expert. De facto, la plupart des ménages épargnent en dollars et la majorité des entreprises font leurs comptes prévisionnels en dollars. Bien qu'elle soit l'une des plus élevées au monde, l'inflation au Venezuela est en baisse : le taux en glissement annuel était de 35,5% en août, selon la BCV. Un mal relatif après 686,4% en 2021, 234% en 2022 et 189,8% en 2023 avec un pic historique de 130.000% en

2018! Inflation en dollars de 11% en 2024 Menacées d'amendes, les entreprises sont obligées d'utiliser le taux officiel. Contrecoup, certaines augmentent leurs prix pour compenser. Résultat, les prix en dollars sont aussi à la hausse. Ecoanalitica prévoit une inflation en dollars de 11% en 2024. César Aristimuño prévient qu'il pourrait également y avoir un impact sur la disponibilité de produits en 2025 "si l'écart (entre taux officiel et parallèle) n'est pas comblé". Le pays avait connu des pénuries dramatiques entre 2014 et 2017. L'incertitude née de la situation politique pourrait être un des "facteurs" de l'augmentation de la demande de dollars, valeur refuge, selon Asdrubal Oliveros. Les experts estiment que, malgré la capacité du gouvernement à augmenter l'offre de dollars grâce à la relance de la production pétrolière, l'impasse politique et les sanctions économiques nuisent à la confiance des investisseurs et brident la croissance.

FRANCE

Le taux de chômage remonte très légèrement à 7,4% au troisième trimestre

Le taux de chômage en France est très légèrement remonté au troisième trimestre 2024, pour atteindre 7,4% de la population active, a annoncé mercredi 13 novembre l'Insee. Ce taux, calculé au sens du Bureau international du Travail et harmonisé au niveau européen, était au même niveau un an auparavant et de 7,3% au deuxième trimestre, a précisé l'Institut national de la statistique. Cet été, ce sont ainsi 35.000 personnes supplémentaires qui ont été frappées par le chômage, une très faible évolution qui fait dire à l'institut que le taux de chômage est «quasi stable». Le point bas de la courbe du chômage depuis 1982 avait été atteint fin 2022 début 2023 avec un taux de 7,1%, et le taux du troisième trimestre 2024 reste 3,1 points en dessous de son pic de mi-2015. Mais il augmente fortement chez les jeunes de 15 à 24 ans, de 1,8 point sur un trimestre pour atteindre 19,7%, tandis qu'il diminue de 0,3 point chez les 50 ans et plus et de 0,1 point chez les 25 - 49 ans. Le taux de chômage est en progression chez les hommes, gagnant 0,3 point à 7,6% sur un trimestre, tandis qu'il diminue de 0,2 point à 7,2% chez les femmes. Le taux d'emploi des 50-64 ans, que le gouvernement veut voir monter avec la réforme des retraites, atteint son plus haut niveau depuis que l'Insee a commencé à le mesurer en 1975, à 68,8%. Enfin, le halo autour du chômage, constitué par les personnes qui n'ont pas d'emploi parce qu'elles n'en recherchent pas ou ne sont pas disponibles, diminue avec 89.000 personnes en moins sur un trimestre, et 187.000 de moins qu'un an auparavant.

EN APPUYANT LES INCUBATEURS ET LES ACCÉLÉRATEURS DU QUÉBEC

Le gouvernement du Canada investit dans le développement de jeunes entreprises innovantes

Les organismes de soutien, dont les incubateurs et les accélérateurs d'entreprises, jouent un rôle clé dans la création et le développement des jeunes entreprises innovantes du Québec. Ils les appuient à tous les stades de leur développement et agissent comme leviers d'innovation afin qu'elles génèrent des retombées économiques concrètes partout au Québec. C'est pourquoi l'honorable Soraya Martinez Ferrada, ministre du Tou-

risme et ministre responsable de DEC, a annoncé aujourd'hui des contributions non remboursables de 16 M\$ à 13 organismes sélectionnés à la suite d'un appel de propositions. DEC renouvelle ainsi son approche de financement pour assurer le succès des startups dans les différentes régions du Québec, qu'elles soient technologiques ou issues d'efforts d'innovation, incluant les entreprises d'impact. Afin de mieux répondre aux be-

soins de ces jeunes entreprises québécoises, 2 Degrés, l'ACET (Accélérateur de création d'entreprises technologiques), le CEIM (Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal), Centech, le CQIB (Centre québécois d'innovation en biotechnologie), CTS – Catalyseur technologie santé, Cycle Momentum, Espace-inc, Esplanade Québec, LE CAMP, MT Lab, Québec Tech et Zú bénéficieront du soutien de DEC. En soutenant ces organismes

québécois offrant des services d'incubation et d'accélération, DEC vise à maximiser la portée de son soutien en favorisant des retombées concrètes dans toutes les régions, notamment en renforçant le maillage de l'écosystème et en améliorant l'accès aux services pour les entreprises innovantes en démarrage partout au Québec. Les organismes retenus se sont engagés également à collaborer avec d'autres acteurs régionaux pour répondre aux be-

soins locaux. Le complément d'information sur les appuis financiers est fourni dans le document connexe. Le gouvernement du Canada reconnaît et appuie les entreprises et les organismes qui sont source de fierté dans leurs communautés. La croissance économique du Québec repose sur des organisations bien ancrées dans l'économie régionale; elles constituent des atouts clés pour bâtir une économie durable et inclusive.

MEXIQUE

Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance économique à 1,5 % cette année

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la croissance économique du Mexique ralentira à environ 1,5 % cette année avant de tomber à seulement 1,3 % en 2025, selon les prévisions actualisées du prêteur international publiées vendredi. Le FMI a noté qu'une croissance durable et inclusive dans la deuxième économie d'Amérique latine nécessitera un "large éventail de

réformes". L'expansion économique au Mexique s'est ralentie en raison de "contraintes de capacité et d'une politique monétaire restrictive", a indiqué le FMI dans un communiqué. La mise à jour des prévisions fait suite à l'approbation de l'accord actuel de ligne de crédit flexible de deux ans que le FMI a conclu avec le Mexique et qui équivaut à environ 35 milliards de dollars. Malgré l'augmentation des

dépenses publiques, le FMI a souligné que la consommation et l'investissement du secteur privé ralentissent, tout comme la croissance de l'emploi. Selon le communiqué, "la croissance (économique) devrait encore se modérer en 2025, sous l'effet du retrait des mesures de relance budgétaire et du ralentissement de l'économie américaine". "Les pressions inflationnistes s'estompent, et la

poursuite des restrictions monétaires ainsi que le ralentissement de l'activité devraient permettre de ramener l'inflation à l'objectif de 3 % fixé par Banxico d'ici 2025", ajoute le communiqué. Le FMI prévoit également que le déficit budgétaire du gouvernement mexicain augmentera considérablement cette année et que la dette brute du secteur public atteindra 58 % du PIB d'ici la fin de l'année.

Un deuxième restylage en vue pour le break Dacia Jogger

Le break Dacia Jogger est le seul modèle de la marque roumaine à pouvoir disposer de sept places. Pour la deuxième fois, il va bénéficier d'un restylage qui concernera principalement la face avant et les feux arrière du modèle.

L'actualité est dense pour la marque Dacia qui vient de présenter au Mondial de Paris son nouveau SUV Dacia Bigster. Contrairement à ce que l'on avait pensé dans un premier temps, ce Bigster ne sera pas un modèle à sept places est pour le moment seul le break Dacia Jogger dispose de cette capacité de transport. Un break Dacia Jogger qui s'apprête à bénéficier d'un nouveau restylage. Le break Dacia Jogger a été lancé en mars 2022 sur le marché, avant même la fin de 2022 il a bénéficié d'un petit lifting en récupérant les nouveaux logos de la marque roumaine. S'il peut disposer d'une option sept places ce qui le rend encore plus polyvalent, le Jogger ne figure pas parmi les modèles les plus vendus de la marque roumaine, est-ce pourquoi Dacia le restyle rapidement ?

Il va se mettre à la page

Le prototype du break Dacia Jogger restylé quedes chasseurs de scoop ont photographié cache encore bien des secrets sous son imposant camouflage. Malgré cela, on se rend compte que la calandre a été modifiée, tout comme le bouclier et les projecteurs, que de nouvelles prises d'air latérales apparaissent tandis qu'à l'arrière le graphisme des feux se verra modernisé.

Le Jogger pourrait devenir un peu plus luxueux

L'inspiration de ce restylage provient du Dacia Duster 3, l'un des derniers nés de la gamme du constructeur roumain, et le Jogger se cale sur ce SUV compact afin de séduire un peu plus. On peut imaginer que dans l'habitacle, le Jogger puisse disposer de matériaux un peu plus valorisants, une



moquette plus épaisse par exemple plutôt que celle rase et rêche qui l'équipe actuellement. Un peu comme celle que l'on a découverte dans le nouveau Dacia Bigster.

Pour les moteurs, le statu quo

Le système multimédia pourrait bénéficier aussi d'une mise à jour et il y pourrait aussi disposer de nouveaux équipements. Il ne devrait pas y avoir en revanche de changement en ce qui concerne les motorisations. Sous le capot du Dacia Jogger on devrait retrouver l'offre actuelle qui se compose d'une motorisation bicarburant Eco-G 100, d'un moteur TCE de 110 ch et d'une motorisation hybride de 140 ch.

Jaguar va arrêter de vendre ses voitures jusqu'en...2026 !



Traitement de (dé)faveur

C'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que les britanniques n'auront pas de Jaguar neuves à acheter. Et cette pause forcée va durer jusqu'en 2026, date à laquelle les nouveautés électriques arriveront sur le marché. À moins qu'elles ne soient encore repoussées, ce qui a déjà été le cas. Quant aux Jaguar neuves qui sortent de l'usine autrichienne jusqu'en décembre prochain, comme les E-Pace et I-Pace, elles seront envoyées sur les autres marchés. Le F-Pace, produit en Angleterre, disparaîtra lui un peu plus tard que prévu, début 2025. Pourquoi ce traitement de (dé)faveur de la part de Jaguar envers son marché local ? Tout simplement parce qu'au Royaume-Uni, il est exigé que 22% des voitures neuves vendues ne polluent pas. Or en réalité, les constructeurs ont un peu de mal à atteindre l'objectif : sur les trois premiers trimestres de 2024, ils atteignent en moyenne 18% en tenant compte des constructeurs

dont les parts sont plus basses. Comme Jaguar, qui préfère donc tout arrêter, plutôt que de payer des amendes.

Stratégie gagnante ?

Pour l'heure, cette période est un peu particulière puisque si Jaguar arrête de vendre, avant d'arrêter bientôt de produire, on ne sait pas encore ce qui nous attend à l'horizon 2026. Si ce n'est effectivement que ce sera électrique. Pour autant on devrait avoir un avant-goût très rapidement de ce qui nous attend puisque dans quelques semaines, le 2 décembre 2024, Jaguar dévoilera un concept à Miami qui préfigurera l'un des trois modèles à batterie qui arriveront dans 2 ans. Reste maintenant à savoir si cette stratégie de disparaître des radars pendant presque deux ans sera gagnante pour Jaguar et n'aura pas l'effet inverse, avec des consommateurs qui se tournent entre temps vers d'autres marques ?

Désormais focalisé sur le tout électrique, Jaguar stoppe officiellement la vente de ses voitures dans son pays d'origine. En attendant la relève. Il faut bien avouer que c'est une stratégie qui paraît particulièrement risquée et audacieuse. Mais c'est bien celle adoptée par le groupe Jaguar Land Rover pour sa marque Jaguar, en pleine transition vers l'électrique.

Contrairement à certains constructeurs qui introduisent petit à petit des véhicules zéro émission dans leur gamme, la firme de Coventry est bien plus radicale : depuis le 11 novembre 2024, il n'y a désormais plus de nouvelles Jaguar envoyées à ses concessionnaires au Royaume-Uni. Cela fait suite à la suppression progressive ces derniers mois des modèles qui n'étaient pas

des SUV, des berlines XE et XF aux coupés et roadsters F-Type. Seuls les SUV subsistaient donc, E-Pace, F-Pace et I-Pace. Mais même eux sont amenés à disparaître des lignes de production d'ici fin 2024. Et donc maintenant, seuls les véhicules déjà en stocks continueront d'être vendus par Jaguar. Et ce en attendant la suite, électrique donc, mais pas avant... deux ans !

Le marché du stockage face aux défis de l'IA et de la sécurité

Face à une demande croissante de capacité et à des préoccupations accrues pour la sécurité des données, le marché du stockage est amené à se réinventer. Centralisation des infrastructures, adoption de l'IA et diversification des fournisseurs sont au cœur de ces changements.

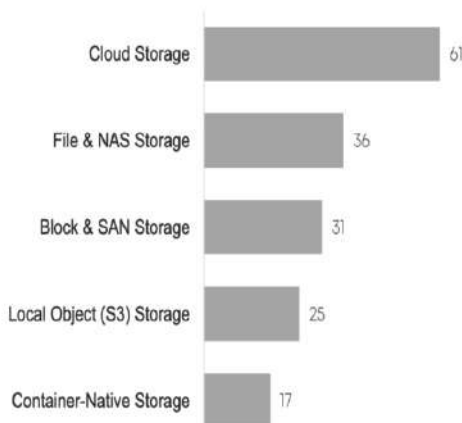
Une étude commanditée par Datacore et réalisée par le cabinet d'étude hollandais DirectResearch dresse un état des lieux du stockage des données en Amérique du Nord, en Europe et en Australie. Ce marché connaît en effet une profonde mutation. À l'heure où les entreprises accumulent des volumes de données toujours plus importants, la capacité des infrastructures actuelles est souvent jugée insuffisante. En 2024, neuf professionnels sur dix dans le secteur ont déclaré que leurs systèmes de stockage manquaient de fonctionnalités essentielles, un constat qui pousse les entreprises à revoir leurs stratégies pour répondre aux besoins futurs en matière de stockage et de gestion des données. Une tendance majeure observée est la centralisation du stockage dans des data centers locaux, souvent combinée avec une décentralisation dans des installations réparties. Près de la moitié des entreprises privilégient cette approche hybride, qui permet de mieux gérer la charge croissante liée aux applications d'IA. La centralisation facilite la gestion des données, mais la décentralisation apporte une résilience précieuse, explique DirectResearch. Cependant, cette stratégie n'est pas sans défis : plus de la moitié des entreprises anticipent des difficultés dans la prise en charge des charges de travail futures générées par l'IA.

Pour de nombreux acteurs, l'IA joue un rôle crucial dans la gestion de l'espace de stockage et l'optimisation des ressources. En effet, 70 % des entreprises utilisent ou envisagent d'utiliser l'IA pour automatiser certaines tâches, gérer l'espace de façon

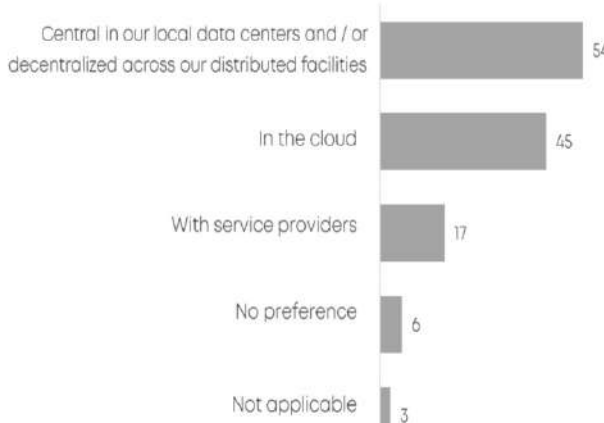
More than half prefer to keep the data of their organisation central in local data centers and / or decentralized across distributed facilities

Cloud storage is used most, followed by File & NAS Storage. More than half of the data (storage) professionals prefer to keep the data of their organisation central in local data centers and / or decentralized across distributed facilities.

Types of storage used (%)



Preference to keep data of organisation at (%)



plus efficace, et détecter les menaces potentielles pour la sécurité des données.

Plus efficace, et détecter les menaces potentielles pour la sécurité des données.

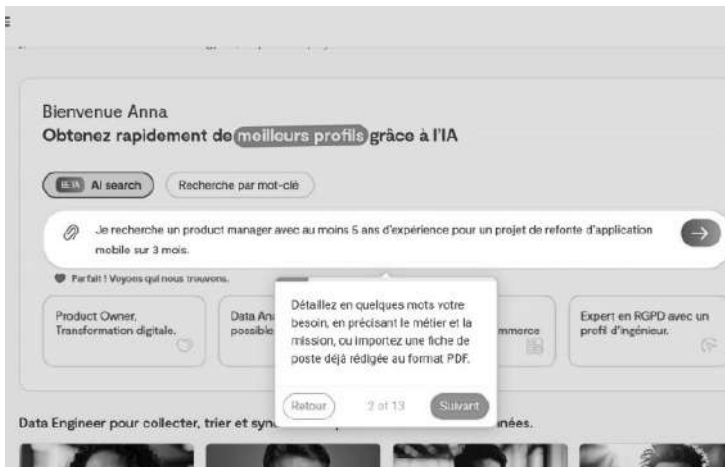
Panel et méthodologie de l'étude

L'étude sur le marché du stockage de données, commandée par Datacore et réalisée par DirectResearch, repose sur une analyse menée auprès de plus de 500 professionnels du secteur en Europe, en Amérique du Nord et en Australie. Ce panel varié comprend des acteurs de divers secteurs, tels que les services financiers, la santé et les technologies de l'information, issus de pays comme la France (113 répondants), l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et l'Australie. Les profils des participants incluent des responsables informatiques, des directeurs de la sécurité des données et des experts en gestion des infrastructures. Cette approche permet de capturer une perspective globale sur les tendances de stockage, en mettant en lumière les défis spécifiques à chaque région géographique.

nées. L'intelligence artificielle est désormais un outil indispensable pour découvrir des schémas d'utilisation et anticiper les besoins futurs, pointe le cabinet d'études. En France et en Europe, cette transformation du stockage s'accompagne d'une diversification des fournisseurs, alors que les entreprises cherchent à réduire leurs coûts. Cependant, des préoccupations demeurent, notamment en matière de sécurité et de conformité, des aspects critiques dans un environnement où les données sont un actif stratégique.

Malt lance un assistant IA de sélection des freelances

Avec le moteur AI Search, Malt, une plateforme de placement de freelances, réduit la durée de recherche des candidats en utilisant une combinaison de modèles de langages pour générer des listes de profils et aider à mieux décrire les projets. Dans un contexte marqué par la pénurie des compétences IT, l'intelligence artificielle peut s'avérer précieuse pour aider à trouver rapidement des profils en adéquation avec les missions demandées. Face à ces enjeux Malt, une plateforme mettant en relation des entreprises avec des freelances du numérique, lance AI Search, un moteur de recherche d'IA qui vise à fluidifier le recrutement des professionnels indépendants. L'outil permet aux responsables RH de préciser rapidement leurs besoins et



de recevoir des recommandations personnalisées sur des candidats. Plutôt que de s'appuyer simplement sur des mots-clés, AI Search utilise une combinaison de grands modèles de langage externes et de petits

modèles de langage spécialisés, construits en interne sur la base de connaissances des plus de 800 000 freelances sur la plateforme. « Ces modèles interviennent en amont d'algorithmes de deep learning qui ont appris sur

les millions de paires clients/freelances évaluées ces 10 dernières années », explique le site de placement de freelances dans un communiqué. Les managers peuvent ainsi saisir des prompts ou des descriptions de poste sur la plateforme d'intermédiation. De son côté le moteur AI Search va les traduire en recommandations de compétences et d'expériences demandées pour le freelance, en vue d'obtenir les meilleures correspondances plus rapidement. Selon la plateforme, les premiers tests effectués montrent que plus de 65 % de tous les descriptifs de projet désormais créés avec l'aide de l'IA auraient permis de réduire l'ensemble du processus dans un délai allant de plusieurs jours voire même à quelques secondes.

Des conseils pour garantir une IA éthique

En parallèle, Malt a mis en œuvre des principes clairs pour assurer un développement responsable et éthique de ses outils d'IA. Le renforcement des capacités humaines, et non leur remplacement fait partie des règles à adopter de même que la transparence des recommandations. L'utilisation de l'IA doit aussi être responsable en minimisant l'utilisation de ressources énergétiques et l'empreinte carbone tout en respectant la confidentialité des données. Enfin, Le recours à l'automatisation pour employer des freelances via la plateforme reste un choix. Les utilisateurs auront toujours la possibilité de choisir d'opérer manuellement.

Mots fléchés

Illustre vin (trois mots)				Dénomi- nation		Le levant		Substance toxique		Plans d'eau	Un anglais		Considéra
Souverains égyptiens		Devancés						Découle			Service rapide		
								Alcaloïde					
Rochers en mer		Organi- sation mondiale		Jadis Ceylan		Opiniâ- tres							
						Transpirer							
					Général et Président américain		Seigneur féodal					Attristée	
Enragé											Rapport de cercle		
Fulminer											Être malveillant		
							Jeu de pions		Virage à ski				
Unique		Agrandir								Golfe marin			
										Avalé			
		Devant Antonio				Auteur de rumeurs			Agréable				Chemins
						Tièdeur			Inspira- trice				
Enduit		Ancienne monnaie chinoise	Groupe de rap				Concur- rents						
							Pratique						
			Specta- teurs		Pour remplacer Parties charnues			Cycle		Général contre			
Adversités										Égo	Médusé	Vieillard de la mer	
Pensée													
				Extension									
Ville allemande					Mets bas				Obtempéré				
Petite classe									Aliénés				
		Bonheur suprême		Voie citadine Evêché normand				Altière					
								Possessif					
Parfumer à l'anis							Drame japonais			Train de banlieue			
Armes du rosiers							Plantes ligneuses			Bastringue			
						Monnaies russes							
Anneau de cordage					Solipèdes	Vallée des Pyrénées						Alerte	Fils d'Anchise
						Fût changée en génisse							
Empereur déchu	Poisson		Valide					Première venue	Hausse				
			Nouveaux congés						Condiment				
				Bringues						Négation	Dedans		
				Plaisanté							Technétium		
Cavité naturelle						Ouvre les entrailles							
Sans contre- partie													
						Élégante							

La Turquie est invitée aux BRICS en tant qu'État partenaire

La Turquie a reçu l'offre de devenir un pays partenaire des BRICS, a annoncé son ministre du Commerce. "C'est une étape intermédiaire" vers l'adhésion aux BRICS qui "sera très bénéfique pour la Turquie, car elle permettra de coopérer avec toutes les plateformes mondiales les plus importantes", a déclaré Omer Bolat à la chaîne TVNet. Ankara a soumis sa demande d'adhésion au groupe en septembre, selon le conseiller du Kremlin, Iouri Ouchakov. Une liste de pays partenaires des BRICS, comprenant l'Ouganda, l'Algérie et le Nigeria, a été établie à l'issue du récent sommet du groupe à Kazan. La liste définitive sera dévoilée après que tous les pays concernés auront reçu des invitations et y auront répondu.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 14 novembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Où va le Monde ? Une recomposition sur fond de crise économique

L'élargissement des BRICS+ en octobre, l'élection de Trump en novembre et l'ouverture de la Coop29 à Bakou sont les principaux événements de ce deuxième semestre 2024. La conjoncture économique mondiale est très mauvaise pour tous les pays mais particulièrement pour les économies en développement. Ces événements sont pas porteurs, du moins à court terme, de facteurs favorables à la coopération et à la stabilité. D'une part les BRICS+ ne sont encore une réalité économique et politique. C'est une perspective dont les objectifs, les règles de fonctionnement et les formes de partenariats ne sont pas encore définis. Il est vrai que le 16ème sommet de l'organisation a fait des annonces très importantes sur ces questions, comme la création des institutions capables de concurrencer celles créées par les puissances occidentales et les défis qu'elle lance à la refonte de la gouvernance économique mondiale. Trois importantes décisions ont été prises lors de ce sommet : l'institutionnalisation d'un groupe dit « pays partenaires », le lancement du BRICS+ Clear (une plateforme d'échange et de transactions sans passer par le dollar) et la création d'une Compagnie d'assurance et de réassurance des transactions commerciales et des transports entre les pays membres et avec les pays partenaires. L'élection de Trump est un facteur majeur de la conjoncture en cette fin de 2024. Ses annonces pen-

dant sa campagne électorale présage des chocs tant politiques qu'économiques dès son entrée en fonction en janvier 2024. Les USA n'ont jamais été aussi fort économiquement qu'en ce moment ; leur économie croît plus que celle de l'UE, un chômage au plus bas (4-5%) et une inflation proche de 2%. L'Europe est écrasée, la Chine résiste avec beaucoup de difficulté alors que la Russie est engluée dans la guerre d'Ukraine. Avec Trump nous allons assister à un durcissement du protectionnisme et à un renforcement du nationalisme dans le domaine économique. Les américains sont derrière Trump si l'on juge par la majorité obtenue à la fois par le nombre des électeurs (plus de 4 millions de plus sur son adversaire) et des grands électeurs, et une majorité confortable dans le Sénat. Contrairement à l'idée dominante selon laquelle l'Amérique, c'est le gardien de la paix dans le monde, le régulateur désintéressé du commerce mondial, Trump reflète la culture dominante de l'Amérique : la puissance, l'intérêt stricto-sensu et le désir de domination. Il faut ajouter deux invariants (constantes, quel que soit le parti au pouvoir) le contrôle du pétrole mondial et la sécurité d'Israël. Le troisième événement majeur de cette année est la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP29). Sur ce sujet, les engagements des Etats et des groupes d'Etats s'érodent. On note même des retours en arrière. C'est le cas notamment de la fin

du moteur thermique en Europe avec le ralentissement de la commercialisation de la voiture électrique et la protection face aux voitures chinoises. En Chine, c'est plutôt le contraire qui se passe ; en effet, 50% des véhicules mises sur le marché sont électriques. Il y a lieu de noter la faible présence à Bakou des chefs d'Etats des grands pays. On note aussi, le non respects des engagements pris au cours des Cop précédentes au profit des pays en développement ; une infime partie a été versée sur les 100 Mds de \$ promis. Le club des climato sceptiques s'agrandit, les extrémistes prennent les pouvoirs dans les grands pays ; les ultralibéraux en économie se renforcent et se solidarisent sur la scène économique et financière mondiale. Les engagements pris depuis la Coop 19 n'ont jamais été pris au sérieux ni en termes de lutte contre le réchauffement climatique (émission de gaz à effets de serre) ni en terme de financements des opérations dans les pays pauvres. Le marché des émissions de gaz a atteint ses limites et la taxation des carbones posera plus de problèmes qu'elle n'en règle. Trump, encore lui, stigmatise les politiques de lutte contre le réchauffement climatique qu'il qualifie canular. L'année 2025 s'annonce avec de grandes turbulences tant économiques que politiques et climatiques.

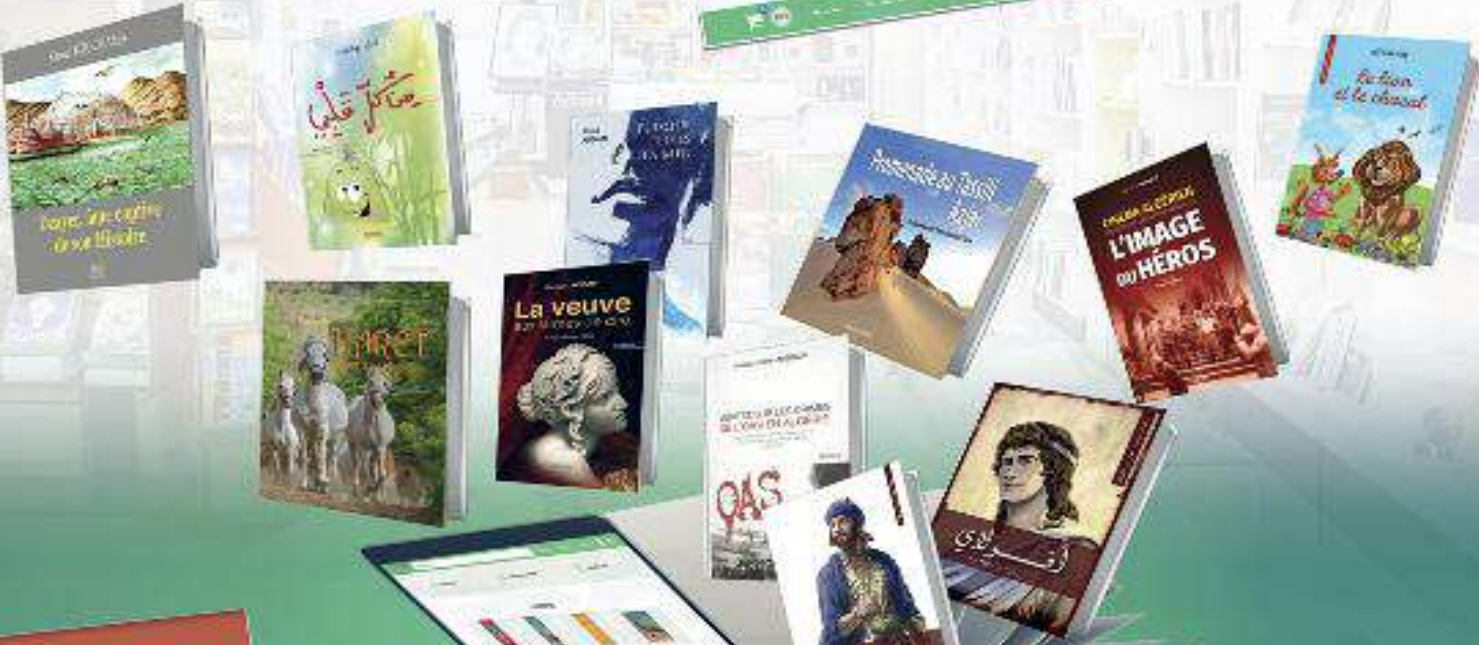
Publicité



المؤسسة الوطنية للإتصال، النشر والتشهار
Entreprise Nationale de Communication et d'Édition et de Publika

Vente en ligne de nos ouvrages

store-anep.poste.dz



Livraison dans les bureaux de poste des 58 Wilayas

www.anep.dz

Anep Groupe